



Conseil économique et social

Distr. générale
5 juin 2015
Français
Original : anglais

Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social
26 juin-8 juillet 2015

Rapport présenté par le Forum arabe de haut niveau pour le développement durable sur les travaux de sa deuxième session au Forum politique de haut niveau pour le développement durable*

Résumé

La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), ont organisé, en coopération avec la Ligue des États arabes, la deuxième session du Forum arabe de haut niveau pour le développement durable, qui a eu lieu du 5 au 7 mai 2015 à Manama. Ce forum s'est tenu, sur l'invitation du Gouvernement du Bahreïn et sous l'égide du Premier Ministre du Bahreïn, le Prince Khalifa bin Salman Al Khalifa. Il a rassemblé des hauts responsables gouvernementaux qui s'occupent du développement durable, dans les secteurs économique, social, environnemental et technique ainsi que dans le domaine de la planification. Y ont également participé des représentants d'organismes des Nations Unies, de la Ligue des États arabes et de ses institutions spécialisées, de banques de développement arabes, d'organisations de la société civile, d'universités et d'établissements de recherche, de parlements, des médias et du secteur privé.

Le Forum a appuyé les préparatifs régionaux de la session de 2015 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable devant se tenir à New York du 26 juin au 8 juillet 2015. Faisant fond sur les processus mondiaux engagés aux fins de l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 et de la définition des objectifs de développement durable, il visait à : a) permettre un échange de vues sur l'état du développement durable et les principaux problèmes qui font obstacle à sa réalisation dans la région arabe; b) accroître la somme de connaissances relatives au financement du développement durable et aux moyens d'en assurer la réalisation (commerce, technologies, renforcement des capacités, etc.);

* Les annexes au présent document sont distribuées uniquement dans la langue de l'original.



c) associer les participants à un dialogue sur les étapes futures du suivi et de l'évaluation des objectifs de développement durable et sur les cadres institutionnels nécessaires à une planification, une mise en œuvre et un examen adéquats, ainsi qu'à l'établissement des rapports correspondants, aux niveaux national et régional.

Le Forum a donné lieu à l'établissement du Document de Bahreïn qui fait la synthèse des principales conclusions formulées à l'issue des débats. Ce document et le présent rapport seront soumis à titre de contribution régionale au Forum politique de haut niveau pour le développement durable.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Document de Bahreïn : conclusions principales	5
III. Résumé des séances plénières	8
A. Séance d'ouverture	8
B. Séance 1. Des objectifs du Millénaire pour le développement aux objectifs de développement durable : l'avis du monde arabe	9
C. Séance 2. Consultations mondiales préalables à la formulation du programme de développement pour l'après-2015	12
D. Séance 3. Moyens de mise en œuvre : le financement du développement durable dans la région arabe	14
E. Séance 4A. Moyens de mise en œuvre : le commerce au service du développement durable dans la région arabe	17
F. Séance 4B. Moyens de mise en œuvre : la technologie au service du développement durable dans la région arabe	18
G. Séance 5. Cadre institutionnel pour le développement durable dans la région arabe	20
H. Séance 6. Suivi des progrès en matière de développement durable dans la région arabe	21
 Annexes	
I. Agenda	24
II. Summary of discussions at side events	29
III. List of participants	35
IV. List of documents	58
V. Evaluation of the Forum	59

I. Introduction

1. La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont organisé, en coopération avec la Ligue des États arabes, la deuxième session du Forum arabe de haut niveau pour le développement durable qui a eu lieu du 5 au 7 mai 2015 à Manama. Ce forum s'est tenu sur l'invitation du Gouvernement du Bahreïn et sous l'égide du Premier Ministre du Bahreïn, le Prince Khalifa bin Salman Al Khalifa.

2. Le Forum a appuyé les préparatifs régionaux de la session de 2015 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable devant se tenir à New York du 26 juin au 8 juillet 2015. Faisant fond sur les processus mondiaux engagés aux fins de l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 et de la définition des objectifs de développement durable, le Forum vise à :

a) Permettre un échange de vues sur l'état du développement durable et les principaux problèmes qui font obstacle à sa réalisation dans la région arabe;

b) Accroître la somme de connaissances relatives au financement du développement durable et aux moyens d'en assurer la réalisation (commerce, technologies, renforcement des capacités etc.);

c) Associer les participants à un dialogue sur les étapes futures du suivi et de l'évaluation des objectifs de développement durable et sur les cadres institutionnels nécessaires à une planification, une mise en œuvre et un examen adéquats, ainsi qu'à l'établissement des rapports correspondants, aux niveaux national et régional.

3. Le résumé technique figurant dans le *Arab Sustainable Development Report* (version préliminaire de 2015), une série de rapports d'experts et de notes de synthèse régionaux, ainsi qu'un ensemble d'évaluations nationales du développement durable réalisées dans certains pays arabes, ont servi à éclairer les débats. Ces documents peuvent être consultés sur la page Web du Forum à l'adresse <http://www.escwa.un.org/information/meetingdetails.asp?referenceNum=3572E>.

4. Outre les séances d'ouverture et de clôture, le Forum a consisté en sept séances principales. On trouvera à l'annexe I l'ordre du jour détaillé de cette réunion. En outre, huit manifestations parallèles ont été organisées, en collaboration avec différentes organisations régionales, par des organismes des Nations Unies membres du Mécanisme de coordination régionale. Ces initiatives ont servi à mettre en évidence certaines questions sectorielles intégrées aux objectifs de développement durable ainsi que les problèmes de mise en œuvre connexes. On trouvera à l'annexe II un résumé des débats qui ont eu lieu lors de ces manifestations parallèles.

5. Le Forum a rassemblé près de 360 participants, dont des représentants officiels de haut niveau originaires de 18 États arabes. Ont également participé aux travaux des représentants d'organismes des Nations Unies, de la Ligue des États arabes et de ses institutions spécialisées, de banques de développement arabes, d'organisations de la société civile, d'universités et d'établissements de recherche, de parlements, des médias et du secteur privé. On trouvera à l'annexe III la liste complète des participants.

6. Le Forum a donné lieu à l'établissement du Document de Bahreïn, où figurent notamment les principales conclusions formulées à l'issue de la réunion et énoncées à la section II du présent document. La section III fait la synthèse des débats tenus lors des séances plénières. On trouvera aux annexes IV et V la liste des documents et le bilan des travaux du Forum.

II. Document de Bahreïn : conclusions principales

7. Le Document de Bahreïn a été publié à l'issue des travaux du Forum et présenté, au nom du Gouvernement bahreïnien, par M. Mohammed Ahmed al Amer, Président de l'Organisation centrale de l'informatique du Bahreïn. Il énonce des recommandations devant être adoptées dans le cadre d'une approche globale du développement durable qui serait porteuse de changement et devrait permettre à la région de réaliser les objectifs de développement durable visés, conformément aux priorités qui sont les siennes.

8. Dans les 19 conclusions figurant dans le Document de Bahreïn, les participants :

a) Insistent sur le caractère volontaire, universel et global du programme de développement pour l'après-2015, conformément au principe des responsabilités communes mais différenciées, et soulignent que la présence de conditions mondiales favorables contribue pour une part importante à soutenir les efforts que déploient les États arabes pour réaliser les objectifs de développement durable, en respectant pleinement la souveraineté nationale, la diversité des valeurs religieuses, éthiques, culturelles et sociales ainsi que l'ensemble des droits de l'homme, notamment le droit au développement, et en s'attachant à promouvoir les principes de bonne gouvernance;

b) Considèrent que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes est le principal défi à relever au niveau mondial si l'on veut lutter contre les facteurs qui freinent la réalisation du développement durable et, notant que les taux de pauvreté ont augmenté dans certains États arabes, estiment qu'il est nécessaire de mobiliser tous les efforts, aux niveaux national, régional et international, pour s'attaquer à ce fléau dans le cadre du partenariat global pour le développement durable. Un des principaux moyens de procéder à cet égard consisterait à promouvoir une approche du développement qui soit porteuse de changement, axée sur l'être humain, tienne compte des particularités nationales et intègre de façon équilibrée les trois dimensions du développement durable;

c) Réaffirment que les États arabes sont résolus à mettre fin à l'occupation par Israël de la Palestine et d'autres territoires arabes occupés, en œuvrant, de concert avec la communauté internationale, en faveur de la paix, de la sécurité et du développement durable et solidaire, dans la région arabe;

d) Soulignent que la stabilité est une condition essentielle du développement durable, compte tenu de la montée de l'extrémisme, de la recrudescence des actes de terrorisme et de l'exacerbation des conflits dans la région, qui se sont traduits par une dégradation de la situation humanitaire, des déplacements forcés et un accroissement du nombre de réfugiés dans la région arabe;

e) Soulignent que la communauté internationale doit impérativement assumer ses responsabilités envers les États qui accueillent des réfugiés et fournir à ces pays l'appui dont ils ont besoin pour préserver les acquis du développement et

venir en aide aux réfugiés. De fait, la question des réfugiés est devenue un problème majeur pour les pays d'accueil qui, en raison des pressions exercées sur leurs ressources naturelles et de leurs budgets grevés, sont incapables de réaliser les trois dimensions du développement durable;

f) Insistent sur la nécessité d'associer tous les groupes de la société au développement en vue de renforcer le contrat social qui lie les citoyens à l'État, et de développer la participation des femmes, des jeunes, des personnes handicapées, des personnes âgées, des déplacés, des réfugiés et des personnes en situation précaire, afin de promouvoir la justice sociale et le développement durable;

g) Mettent l'accent sur la contribution essentielle qu'apportent toutes les parties prenantes, notamment les organisations de la société civile, à l'action menée par les gouvernements et à la mise en œuvre des politiques de développement durable, dans le cadre des efforts visant à promouvoir les principes de transparence, de responsabilisation et de participation communautaire et à renforcer les structures législatives de manière à permettre une plus large participation des communautés, le tout dans le respect de la souveraineté nationale;

h) Se prononcent en faveur de stratégies de développement durable qui rendent les institutions plus efficaces et les fassent participer activement au développement, tout en donnant la priorité à la lutte contre la corruption, à l'amélioration de la gouvernance et à l'élaboration de mécanismes de travail compatibles avec les objectifs de développement durable;

i) S'engagent à promouvoir des pratiques de gestion efficace des ressources naturelles et ainsi à donner aux générations présentes et futures accès à ces composantes essentielles du développement durable;

j) Appellent l'attention sur les problèmes de pénurie d'eau, de dégradation des terres agricoles et de désertification auxquels fait face la région et qui font peser une lourde menace sur le développement, la sécurité alimentaire et la sécurité de l'approvisionnement en eau; insistent dans le même temps sur la nécessité d'adopter des modes de consommation et de production durables, en procédant au transfert et à l'« autochtonisation » de technologies vertes appropriées, en mettant à disposition des ressources financières adéquates, en renforçant les capacités en vue de garantir la sécurité des approvisionnements en eau, en énergie et en aliments et en s'inspirant des pratiques optimales suivies par les pays arabes ainsi que des expériences réussies menées par ces derniers;

k) Soulignent qu'il importe de mettre la technologie au service du développement, en s'employant à combler l'écart technologique grandissant et à répondre aux besoins croissants en matière de capacités de développement nécessaires à la mise en œuvre de programmes de développement durable dans les États arabes; à cette fin, il est indispensable, d'élaborer des politiques nationales de recherche scientifique et technique, d'améliorer la qualité de l'éducation et d'édifier une société fondée sur les connaissances, d'investir davantage dans la recherche-développement et l'innovation, de promouvoir la coopération régionale, d'appuyer la création d'un mécanisme international qui facilite la mise au point, le transfert et la diffusion, au bénéfice des pays en développement, de technologies écologiquement rationnelles et non polluantes, et de revoir les modalités actuelles de coopération dans les domaines du transfert de technologie, de l'« autochtonisation » et du financement, notamment les partenariats Nord-Sud;

l) Considèrent qu'il faudrait poursuivre les efforts entrepris aux fins de l'élaboration et de l'adoption de politiques macroéconomiques propres à réduire le chômage, à créer des emplois décents pour tous, notamment les jeunes, les femmes et les immigrants, en s'employant à mieux faire coïncider les qualifications avec la demande sur les marchés du travail, tout en assouplissant les exigences de ces marchés dans les pays qui se heurtent à ce type de problèmes, en réformant les services de l'emploi dans le secteur public et en encourageant la participation des femmes;

m) Soulignent le rôle joué par les institutions financières et par les donateurs dans la prise en compte des principes de développement durable dans les opérations financières, ainsi que dans l'adoption d'une approche intégrée prévoyant différentes formules de financement, public ou privé, national ou international et traditionnel ou novateur; insistent sur la nécessité d'œuvrer en faveur d'une mobilisation plus efficace des ressources nationales en combattant la fraude fiscale, en élargissant l'assiette fiscale, en réformant le système de subvention et en luttant contre les mouvements de capitaux illicites de même qu'en réfléchissant aux moyens de promouvoir la mobilisation des ressources financières, par la voie notamment de modes de financements novateurs, et en venant en aide aux pays en développement afin d'assurer la viabilité de la dette;

n) Insistent sur la nécessité de renforcer l'intégration économique des pays arabes et d'adopter une approche conjuguant politiques de développement et politiques commerciales, appuyée par des institutions efficaces qui prévoient des mécanismes de coordination et des mécanismes participatifs; soulignent qu'il faudrait veiller à ce que les accords de libre-échange, dont l'Union douanière arabe, aient des effets positifs sur les trois dimensions du développement durable; affirment qu'il importe de réformer le système commercial mondial et de faire en sorte que tous les États arabes, en particulier les moins avancés, y participent;

o) Soulignent qu'il importe d'élaborer des politiques de développement durable fondées sur des éléments factuels et, pour ce faire, de renforcer les systèmes statistiques nationaux et les moyens dont ceux-ci disposent pour la collecte de données, d'améliorer la qualité de l'information, d'en accroître la transparence et de publier régulièrement des rapports sur les indicateurs de développement durable, aux niveaux international et régional;

p) Voient en l'économie verte un moyen d'aboutir au développement durable, qui contribue à la diversification des activités économiques et au renforcement des compétences du monde arabe dans ce domaine, grâce à la coopération internationale en matière de transfert de technologie et de financement;

q) Prennent note de la fréquence accrue des catastrophes naturelles telles que la désertification, ainsi que de l'exacerbation de l'impact qu'ont ces phénomènes, qui rendent nécessaires la mise au point de systèmes d'alerte rapides, l'adoption de mesures de gestion des risques et de renforcement de la résilience et la mise en œuvre d'une stratégie intégrée qui garantisse la viabilité, en évitant l'exposition à de nouveaux risques, en réduisant au minimum les risques actuels et en œuvrant en faveur d'un développement urbain durable;

r) Appellent l'attention sur le Cadre stratégique arabe pour le développement durable et invitent les États arabes à œuvrer en faveur de la mise en place de cadres institutionnels pour le développement durable;

s) Soulignent qu'il faudrait continuer d'appuyer les efforts menés par le Groupe arabe à New York pour que les priorités de développement du monde arabe soient prises en compte lors des deux volets de négociations intergouvernementales sur le financement du développement et le programme de développement pour l'après-2015; tenir compte en particulier des vues du Groupe arabe concernant les liens qui unissent les deux volets et la nécessité de convenir d'arrangements gouvernementaux indépendants pour le suivi des engagements en matière de financement du développement qui ont été pris à l'échelle internationale; soutenir la position du Groupe arabe quant à la nécessité de faire en sorte que les négociations sur le programme de développement pour l'après-2015 s'intéressent au mandat et aux modalités de fonctionnement du Forum politique de haut niveau, notamment au rôle joué par cette instance dans l'examen et le suivi de la mise en œuvre des engagements pris au titre du programme de développement.

III. Résumé des séances plénières

A. Séance d'ouverture

9. À la séance d'ouverture, les organisateurs du Forum ont fait des déclarations. Faeqa bint Saeed Al Saleh, Ministre du développement social (Bahreïn), a pris la parole au nom de son pays. Elle a souhaité la bienvenue aux participants à la réunion et exprimé l'espoir que ceux-ci parviendraient, en s'appuyant sur les travaux du Conseil des ministres arabes de la protection sociale, à faire en sorte que le programme de développement pour l'après-2015 tienne compte des priorités du monde arabe. M^{me} Saleh a mis en avant les progrès accomplis par le Bahreïn dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et souligné que le Premier Ministre bahreïni avait reçu un prix en reconnaissance des résultats obtenus dans les domaines de l'urbanisation, du logement et des objectifs du Millénaire pour le développement.

10. Rima Khalaf, Secrétaire exécutive de la CESAO, a remercié le Premier Ministre bahreïni pour la générosité dont il avait fait preuve en organisant les réunions et a insisté sur le fait que le développement durable était le seul moyen de bâtir une économie forte et une société sûre et stable et de préserver la santé de l'environnement. Il fallait pour cela disposer de ressources humaines et financières et d'institutions efficaces, et il convenait d'assurer l'égalité des citoyens, une bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme. M^{me} Khalaf a fait observer que, malgré les progrès accomplis dans la région, l'État de Palestine était toujours occupé et que des tendances inquiétantes (notamment la multiplication des conflits armés à caractère confessionnel, la montée de l'extrémisme et du terrorisme, l'augmentation du nombre de réfugiés et de migrants forcés et la hausse du chômage des jeunes et de la pauvreté) menaçaient sérieusement d'entraver le développement durable. Il faudrait plusieurs années, des efforts considérables et d'importants moyens financiers pour reconstruire ce qui avait été détruit et rétablir la cohésion sociale. Le monde arabe et la communauté internationale devaient donc faire preuve de solidarité, et un plan global devait être établi pour que la région puisse surmonter ces épreuves. Pour conclure, M^{me} Khalaf a invité les participants à profiter du Forum pour mettre au point une approche régionale claire, qui pourrait être exposée dans le cadre des consultations mondiales relatives au programme de développement pour l'après-2015.

11. Mohammed Bin Ibrahim Al-Tuwaijri, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques (Ligue des États arabes), a souligné que la transition vers le programme de développement pour l'après-2015 devrait se faire de manière intégrée et cohérente, en employant des moyens de mise en œuvre adéquats, et il a insisté sur les avantages à tirer de la participation des pays arabes. Il a fait remarquer qu'un cadre institutionnel efficace au niveau régional serait requis pour faire face aux nouveaux défis et noté que le Forum était bien placé pour jouer un rôle important à cet égard. Il a évoqué, en particulier, la résolution du Conseil des ministres arabes chargés de l'environnement relative à l'organisation du Forum et à l'élaboration d'un rapport arabe sur le développement durable. Pour conclure, M. Al-Tuwaijri a mis l'accent sur ce que faisait la Ligue des États arabes pour préparer le programme de développement pour l'après-2015.

12. Ibrahim Thiaw, Directeur exécutif adjoint du PNUE, a souligné que le monde et, en particulier, la région arabe produisaient des biens à un rythme sans précédent. Malheureusement, cette abondance avait eu des conséquences néfastes pour l'environnement. M. Thiaw a insisté sur le fait qu'il fallait adopter d'urgence un mode de production plus intégré et procéder à des transformations en trouvant des solutions économiquement viables aux problèmes environnementaux. La technologie, l'information et la finance étaient des éléments déterminants de ces transformations, et le PNUE avait pris des initiatives dans ces trois domaines. M. Thiaw a fait remarquer que des fonds publics et privés étaient nécessaires pour passer à une économie à faible émission de carbone et il a ajouté que le système financier mondial devrait être restructuré et adapté aux besoins de financement du développement durable. Pour conclure, il a engagé la région arabe à exploiter ses ressources exceptionnelles et à tirer parti des occasions qui se présentaient pour relever le défi et assurer la transition vers une économie durable profitant à tous.

13. Sima Bahous, Administratrice assistante et Directrice du Bureau régional pour les États arabes (Programme des Nations Unies pour le développement), a fait remarquer que le programme de développement pour l'après-2015 était l'occasion de remédier aux insuffisances des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a indiqué que ce nouveau programme devrait permettre de tenir compte de trois aspects importants qui ne faisaient pas partie des objectifs du Millénaire pour le développement, à savoir la viabilité environnementale et ses liens avec le développement socioéconomique, la disponibilité de données (M^{me} Bahous a fait remarquer, à cet égard, que la région arabe avait cruellement besoin de données ventilées pour que les activités de développement profitent aux personnes les plus vulnérables) et la flexibilité pour ce qui était de l'adoption de cibles nationales tenant compte des particularités de chaque pays. Pour conclure, M^{me} Bahous a souligné que l'action menée en faveur du développement devait être axée sur la lutte contre les causes profondes des conflits dans la région arabe, un objectif que le PNUD s'emploierait sans relâche à atteindre.

B. Séance 1. Des objectifs du Millénaire pour le développement aux objectifs de développement durable : l'avis du monde arabe

14. Faeqa bint Saeed Al Saleh, Ministre du développement social (Bahreïn), a ouvert la première séance et insisté sur la nécessité de consacrer le droit au

développement et à l'autodétermination, de protéger la dignité humaine et d'assurer la sécurité humaine dans la région arabe.

15. Roula Majdalani, Directrice de la Division des politiques du développement durable (CESAO), a présenté en détail le degré de développement durable de la région arabe et fait observer que des progrès remarquables avaient été accomplis ces 20 dernières années. Les améliorations étaient cependant inégalement réparties dans un même pays et d'un pays à l'autre, et parfois fragiles et non durables. Des conflits prolongés et la persistance de l'occupation empêchaient les pays arabes de parvenir au développement durable. De plus, la région se heurtait encore à divers problèmes, notamment la pauvreté, l'aggravation des inégalités, la faible représentation des femmes sur le marché du travail, l'insécurité de l'approvisionnement en eau et en énergie et le nombre alarmant de réfugiés et de déplacés. Les ressources dont elle disposait étaient nettement insuffisantes, et la CESAO avait estimé que son déficit de financement pour 2015-2016 avoisinait les 85 milliards de dollars. Dans le projet de rapport arabe sur le développement durable, deux possibilités étaient envisagées pour la région : soit elle conservait le même modèle de développement non durable, soit elle adoptait un nouveau modèle de développement, conçu pour garantir la dignité humaine et les droits des générations présentes et futures.

16. Marwan Muasher, Vice-Président chargé de la recherche (Dotation Carnegie pour la paix internationale), a souligné que la paix et la stabilité étaient des éléments indispensables au développement durable dans la région arabe. Il a fait remarquer que la stabilité relative que connaissaient certains pays de la région était superficielle et fragile, celle-ci ne pouvant être véritablement atteinte que lorsque la population participerait à la prise de décisions et jugerait que ses besoins étaient satisfaits. M. Muasher a évoqué trois éléments qui auraient dû alarmer la région, à savoir les perspectives régionales présentées dans les rapports des Nations Unies, les soulèvements dans le monde arabe et la montée de l'extrémisme. Il a souligné que plusieurs changements étaient nécessaires. Premièrement, les États devaient progressivement d'un régime rentier à une économie plus axée sur la production et plus diversifiée, qui favoriserait l'emploi et permettrait de lutter contre la pauvreté. Deuxièmement, les réformes politiques devaient s'accompagner de réformes économiques, y compris la mise en place de systèmes efficaces de contrepois. Troisièmement, il fallait améliorer la participation de la société à l'élaboration de programmes de développement visant à remédier aux problèmes structurels comme l'emploi, le déficit budgétaire et la dette publique. Pour conclure, M. Muasher a insisté sur le fait qu'il était crucial de réformer le système d'enseignement, qui était source de mécontentement pour les jeunes. Il fallait en améliorer la qualité, encourager l'esprit critique et promouvoir le respect du principe de responsabilité.

17. Fateh Azzam, Directeur de l'Asfari Institute for Civil Society and Citizenship (American University of Beirut), a fait une déclaration au sujet du droit au développement et à la dignité humaine. Il a proposé un nouveau modèle de développement, insistant sur le lien qui unit la paix et la sécurité, le développement durable et les droits de l'homme et faisant observer que les politiques de développement mises en œuvre dans la région n'avaient profité qu'à une minorité et marginalisé le reste de la société. M. Azzam a proposé un nouveau modèle de développement durable pour la région arabe fondé sur les droits de l'homme. Ce modèle, qui avait fait l'objet d'un large consensus au niveau international, était le meilleur moyen de garantir l'harmonie sociale et la paix sur le plan politique. Il s'articulait autour de quatre piliers : a) la participation, l'intégration et

l'autonomisation de toutes les couches de la société en vue de l'élaboration, de l'application et de l'évaluation des politiques de développement; b) le respect des normes relatives aux droits de l'homme aux fins de la sécurité économique et du développement économique durable, y compris les droits au travail, à la santé, au logement et à l'éducation; c) l'application du principe de responsabilité par tous les acteurs du développement, en particulier les gouvernements, mais aussi la société civile; d) le maintien d'une attention particulière aux personnes en situation vulnérable, notamment les femmes, les réfugiés, les déplacés, les apatrides et les travailleurs migrants. Pour conclure, M. Azzam a déclaré que le développement et le respect de la dignité humaine et des droits de l'homme étaient clairement indispensables pour instaurer un climat de paix dans la région arabe. À cette fin, l'État devait modifier profondément la relation qu'il entretenait avec ses citoyens et promouvoir le partenariat, le pluralisme, la participation, l'égalité et le respect des droits de l'homme.

Résumé des débats

18. Les questions ci-après ont été soulevées au cours du débat qui a suivi :

a) Les participants ont expressément abordé la question de l'occupation de l'État de Palestine, qui constituait un obstacle au développement durable. De fait, l'État de Palestine ne pouvait pas exercer sa souveraineté sur ses ressources naturelles, et Israël continuait de s'appropriier ses eaux et ses terres illégalement. En outre, il ne contrôlait ni son infrastructure électrique, ni ses frontières nationales, et la barrière de séparation obligeait les Palestiniens à partir et à vivre dans des conditions d'extrême pauvreté. Il importait de recueillir des preuves de la situation pour que l'État de Palestine puisse saisir la Cour pénale internationale et demander réparation;

b) Les participants ont insisté sur la nécessité de mettre fin à l'occupation et aux conflits et observé que la réconciliation et la bonne volonté étaient indispensables pour instaurer un climat de paix. Ils ont également souligné que la question de l'occupation n'était pas suffisamment mise en avant dans le projet d'objectifs de développement durable;

c) Le respect des droits de l'homme était fondamental, au même titre que le respect des valeurs religieuses, éthiques, culturelles et sociales arabes et islamiques. Les objectifs de développement durable devaient tenir compte de la dimension culturelle;

d) Il appartenait avant tout aux autorités nationales de faire respecter le principe de responsabilité au moyen de lois, de règlements et d'institutions nationales. La communauté internationale devait contribuer activement à combattre la corruption et à endiguer les flux financiers illicites;

e) L'afflux de réfugiés syriens était un problème majeur pour l'économie des pays hôtes (notamment la Jordanie et le Liban). La Jordanie estimait que 3 milliards de dollars étaient nécessaires pour subvenir aux besoins des déplacés. Le terrorisme était également un problème de taille qui épuisait les ressources des pays de la région et les empêchait d'œuvrer pour un avenir durable;

f) La création d'emplois pour les jeunes, la promotion de la citoyenneté et la sensibilisation aux droits de la femme étaient essentielles pour instaurer la stabilité;

g) Entre autres priorités, la région arabe devait s'employer à tenir compte des personnes handicapées dans tous les domaines du développement durable, en particulier sachant que leur nombre augmentait en raison des conflits armés. Il convenait d'adopter une approche du handicap fondée sur les droits de l'homme, conformément à la Convention relative aux droits des personnes handicapées que la plupart des pays arabes avaient ratifiée;

h) La classification des pays dans le rapport arabe sur le développement durable a été évoquée, et il a été noté que celle-ci dépendait à la fois de la situation géographique et du niveau de développement économique des pays.

C. Séance 2. Consultations mondiales préalables à la formulation du programme de développement pour l'après-2015

19. La deuxième séance du Forum a été consacrée aux consultations mondiales préalables à la formulation du programme de développement pour l'après-2015. Les débats ont été animés par Taher Al-Shakhshir, Ministre de l'environnement et Vice-Président du Haut Comité pour le développement durable de la Jordanie, qui a souligné l'importance du Forum et la responsabilité de la communauté internationale en matière de protection de l'environnement.

20. Margareta Wahlström, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la mise en œuvre de la stratégie internationale de prévention des catastrophes, a évoqué le Cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015, adopté à la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe tenue à Sendai (Japon) du 14 au 18 mars 2015. Dans le Cadre de Sendai (2015-2030), les États avaient considéré que la réduction des risques de catastrophe était une composante du développement durable. Ils avaient aussi souligné la nécessité d'améliorer la gouvernance en matière de prévention, d'adaptation et de préparation. Entre autres mesures, ils préconisaient de bâtir des structures améliorées après une catastrophe et d'améliorer la planification, et constataient que les changements climatiques étaient une cause de catastrophe. Le Cadre portait sur les catastrophes naturelles et sur les risques biologiques, les catastrophes technologiques et les catastrophes sanitaires, y compris les périodes de sécheresse prolongées. La participation de la société civile et du secteur privé y était recommandée et des cibles mesurables s'inscrivant dans la ligne des objectifs de développement durable y étaient définies.

21. Marion Barthélémy, Chef du Service de l'appui intergouvernemental et des relations interinstitutions de la Division du développement durable du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, s'est exprimée au sujet de la préparation du sommet des Nations Unies pour l'adoption du programme de développement pour l'après-2015, qui se tiendrait à New York du 25 au 27 septembre 2015. Les objectifs de développement durable visaient à éliminer la pauvreté et à équilibrer les trois dimensions du développement durable. Ils permettraient de remédier aux insuffisances des objectifs du Millénaire pour le développement en élargissant la notion de développement et en s'efforçant d'améliorer la gouvernance et de promouvoir la paix (objectif 16). Ils seraient tous assortis de cibles relatives aux moyens de mise en œuvre, en plus de l'objectif 17, qui y était expressément consacré. Le programme de développement pour l'après-2015 était universel, mais

chaque État avait toute latitude pour fixer ses propres cibles. Les participants au sommet devaient établir une déclaration politique, fixer 17 objectifs de développement durable et 169 cibles y relatives, déterminer les moyens de mise en œuvre de ces objectifs et élaborer un cadre d'examen. Pour que les objectifs de développement durable puissent être atteints, il fallait que la Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendrait à Addis-Abeba du 13 au 16 juillet, débouche sur des résultats concrets.

22. Ayman Shasly, consultant en matière de politiques internationales (Ministère des ressources pétrolières et minérales d'Arabie saoudite), a informé les participants de l'avancée des négociations relatives aux changements climatiques et mis en avant l'importance que revêtait la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, dont la vingt et unième session se tiendrait à Paris en novembre et décembre 2015 et devrait aboutir à la conclusion d'un accord international ayant force obligatoire concernant l'action pour le climat. Il a souligné que le débat sur les changements climatiques avait évolué et qu'il n'était plus question d'engagements relatifs à l'atténuation des émissions mais de contributions prévues déterminées au niveau national et applicables à tous les pays. M. Shasly a précisé que ces contributions serviraient à améliorer l'adaptation aux changements climatiques, tiendraient compte des particularités et des capacités de chaque pays et seraient déterminées en fonction des projets et des activités.

23. Iyad Abumoghli, Directeur et représentant du Bureau régional du PNUÉ pour l'Asie occidentale, a indiqué que deux grandes caractéristiques du programme de développement pour l'après-2015 le différenciaient des programmes de développement précédents : son universalité et son intégration. Par universalité, on entendait le fait que les objectifs de développement durable concernaient tous les pays et toutes les populations et que leur mise en œuvre nécessitait coopération et concertation au niveau mondial. L'intégration, pour sa part, était fondée sur trois principes, à savoir : a) ne pas faire de laissés-pour-compte et permettre à chacun de vivre dans la dignité, en ayant recours à des pratiques et des technologies respectueuses de l'environnement; b) parvenir à une plus grande prospérité pour tous, dans le respect des fonctions vitales de la Terre; c) accroître le capital naturel, social et économique afin de renforcer la résilience et de procurer des moyens de subsistance aux générations futures. M. Abumoghli a donné des exemples concrets de l'approche intégrée du développement durable adoptée par des pays de la région arabe. Pour conclure, il a engagé tous les pays arabes à réformer leurs institutions afin qu'elles soient mieux adaptées à la situation et à inciter les différents secteurs à collaborer.

24. Roberto Bissio, Directeur exécutif de l'Institut du tiers monde, a affirmé que les inégalités étaient le principal obstacle au développement durable. Dans de nombreux pays, en dépit de la croissance économique, peu de progrès avaient été accomplis dans le domaine social, comme le montrait l'indice des capacités de base, qui n'avait augmenté que de 10 % ces 20 dernières années. Il incombait particulièrement aux pays riches de réduire les inégalités, d'adopter des modes de consommation et de production plus durables et de respecter leurs engagements relatifs aux moyens de mise en œuvre du programme de développement durable. Un enseignement gratuit de qualité, le respect des droits des travailleurs, des politiques fiscales équilibrées et le respect du droit à la sécurité sociale étaient indispensables au développement durable. En outre, il était essentiel d'assurer le suivi des progrès accomplis par les pays développés, les donateurs et les pays en développement et de

s'assurer que ceux-ci respectaient le principe de responsabilité. M. Bissio a demandé que soit créé un mécanisme semblable à celui de l'examen périodique universel des droits de l'homme, dans lequel les pays seraient représentés équitablement et auquel ils devraient tous rendre compte.

Résumé des débats

25. Les questions ci-après ont été soulevées au cours du débat qui a suivi :

a) La situation alarmante à Gaza en 2014 était une catastrophe anthropique. La destruction due à l'occupation et aux conflits constituant un obstacle au développement durable, elle devait également être prise en compte dans le cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015 et dans les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable. Dans l'ensemble, le cadre susmentionné ne tenait pas suffisamment compte de la question de la sécurité humaine. Il ne tenait pas compte non plus des conflits ni de l'occupation, bien que ces questions aient fait l'objet de débats à la conférence de Sendai. Toutefois, étant donné que la question des catastrophes anthropiques y était abordée, des questions plus générales pouvaient y être soulevées;

b) Plusieurs pays arabes avaient accompli des progrès en ce qui concerne la promotion de l'énergie renouvelable, et l'exemple de l'Arabie saoudite et de l'Égypte avait été cité. Toutefois, le coût élevé de l'énergie renouvelable continuait de poser problème;

c) Il convenait d'établir un mécanisme de prévention des catastrophes propre à la région arabe et de renforcer les capacités de prévision des catastrophes et d'adaptation aux conséquences. Le Cadre de Sendai prévoyait d'ailleurs le renforcement des capacités régionales et nationales;

d) La notion de sécurité humaine n'était pas suffisamment prise en compte dans les objectifs de développement durable.

D. Séance 3. Moyens de mise en œuvre : le financement du développement durable dans la région arabe

26. La troisième séance du Forum a été animée par Naglaa El-Ehwani, Ministre de la coopération internationale (Égypte), qui a souligné l'importance du financement, le développement ne pouvant aboutir sans ressources.

27. Mohamed Mokhtar El-Hacene, Directeur de la Division de l'intégration du développement économique de la CESAO, a souligné qu'il fallait d'urgence reconstituer le stock de capital perdu en raison des crises dans la région tout en œuvrant à la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030. De manière générale, les ressources nécessaires au développement durable étaient considérables et pouvaient atteindre 2 500 milliards de dollars par an selon les estimations. Les modes de financement traditionnels comme l'aide publique au développement (APD) ne suffisaient donc pas. Pour atteindre les objectifs de développement durable avant 2030, il était indispensable d'adopter une approche intégrée combinant différents modes de financement, auxquels viendrait s'ajouter l'aide régionale et internationale. Le secteur public devait mobiliser des ressources de manière plus efficiente en luttant contre la fraude fiscale et les flux de capitaux illicites. Par ailleurs, élargir l'assiette fiscale, procéder à des réformes du système de

subvention, en particulier dans le secteur de l'énergie, et stimuler le commerce pouvaient également contribuer à améliorer la mobilisation des ressources nationales.

28. Tamer Mostafa, conseiller à la Mission permanente de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, a souligné qu'il importait que les pays du monde arabe adoptent une position commune vis-à-vis du financement du développement. L'avant-projet de document final de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement avait été examiné par les participants à la réunion du Comité technique sur la libéralisation du commerce international, la mondialisation de l'économie et le financement du développement dans les pays de la région de la CESA, qui s'était tenue à Amman les 7 et 8 avril 2015. Entre autres questions, les participants avaient demandé que l'APD soit considérée indépendamment du financement de l'action climatique et de l'aide humanitaire, sachant que la région se trouvait en situation de crise. En outre, M. Mostafa a rappelé que, à New York, les négociateurs avaient décidé que la conférence d'Addis-Abeba porterait sur le « financement du développement » et non sur le « financement du développement durable ». Cette distinction était d'autant plus importante que la région traversait une série de crises et s'efforçait de remédier à plusieurs problèmes persistants liés au développement, notamment la pauvreté, la malnutrition et l'hypotrophie nutritionnelle chez les enfants. Cela étant, la région arabe devait avoir recours à des modes de financement du développement durable innovants et exploiter leur immense potentiel.

29. Sherif Arif, consultant principal pour les questions relatives à l'environnement et à l'eau, a présenté les éléments d'un cadre d'investissement stratégique pour une économie soucieuse de l'environnement dans la région arabe que la CESA mettait au point. Ce cadre était axé sur l'énergie, une ressource naturelle non renouvelable importante qui avait une incidence sur la santé et les émissions de carbone. M. Arif a expliqué que les gouvernements devaient trouver un équilibre entre, d'une part, le maintien de la croissance économique et la création d'emploi et, d'autre part, la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il a fait observer que les institutions de financement multilatérales et bilatérales spécialisées pouvaient aider à atteindre cet équilibre et prendre des mesures d'incitation aux investissements écologiques. Les pays arabes n'avaient toutefois guère tiré parti de ces sources de financement. Le Fonds vert pour le climat avait élaboré un important programme de préparation visant à fournir une assistance technique aux pays, et la région arabe devait y faire appel.

30. Wafik Grais, spécialiste de l'économie et conseiller financier, a présenté le système des *sukuk* écologiques, un mécanisme de financement du développement durable conforme à la charia qui se fondait sur les actifs et combinait les caractéristiques des actions et des obligations. La particularité du *sukuk* écologique était qu'il pouvait attirer un large éventail d'investisseurs, à savoir à la fois ceux qui se souciaient de leur responsabilité sociale et ceux qui voulaient respecter la charia. De plus, les *sukuk* étaient des instruments de financement qui ménageaient une certaine flexibilité et pouvaient être adaptés à toute une série de besoins en fonction du projet, et dont le marché avait atteint la maturité. Ils avaient contribué efficacement à la mobilisation de ressources au niveau international et dans la région arabe. Le financement privé, dans la région ou en dehors, était également une possibilité, mais un rehaussement de crédit serait alors nécessaire compte tenu des risques élevés associés aux marchés des investissements écologiques. Les *sukuk* écologiques étant dotés d'une structure de financement bien établie et de mécanismes de rehaussement de crédit aussi élaborés que les autres outils de

financement, ils constituaient un autre moyen important de financer le développement durable dans la région arabe.

31. Steven Stone, Chef du Service de l'économie et du commerce du PNUE, a expliqué que les progrès économiques accomplis au niveau mondial ces 10 dernières années avaient alourdi l'empreinte écologique. En conséquence, plusieurs couches limites planétaires avaient été franchies, ce qui attestait de l'inadéquation entre les marchés et les politiques en matière de durabilité. Il fallait changer les règles du jeu pour favoriser les projets propices au développement durable. Il fallait également trouver de nouvelles manières de déterminer la réussite d'un projet, celle-ci ne pouvant être définie uniquement sur le plan économique. Fait encourageant, des institutions étaient créées ou réformées en vue de contribuer au développement durable, et il convenait que les pays arabes exploitent leur potentiel. M. Stone a présenté l'initiative du PNUE en matière de financement, laquelle visait à élaborer un programme de financement durable et à concevoir des moyens d'amener le secteur financier à tenir compte des préoccupations environnementales et sociales.

Résumé des débats

32. Les questions ci-après ont été soulevées au cours du débat qui a suivi :

a) La responsabilité mondiale est indispensable au changement, comme indiqué dans les recommandations finales formulées à la réunion des associations de la société civile lors de la consultation régionale arabe sur le programme de développement pour l'après-2015, organisée le 30 avril 2015 à Beyrouth par le Réseau arabe d'organisations non gouvernementales pour le développement. Le texte de l'avant-projet de document final de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement a suscité l'inquiétude dans la région. Le processus de négociation devrait notamment tenir compte du principe de « responsabilités communes mais différenciées » au moment de l'élaboration de mécanismes de financement en vue d'un nouveau partenariat mondial;

b) Les participants ont souligné qu'il importait de réformer l'architecture financière internationale. Il fallait une participation élargie aux négociations sur l'avant-projet du document final de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, et les pays arabes devaient y être fortement représentés afin que les décisions prises reflètent leurs préoccupations;

c) La marge de manœuvre budgétaire de la plupart des pays arabes étant limitée en matière de financement du développement durable, il était primordial que les pays développés renouvellent leur engagement dans ce partenariat mondial. Jusqu'à présent, les pays développés n'avaient pas tenu leur promesse de contribuer à hauteur de 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD) des pays en développement, comme ils s'y étaient engagés dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement. Les pays développés devraient envisager de faire passer leur contribution à l'APD de 0,7 % à 1 % du RNB.

E. Séance 4A. Moyens de mise en œuvre : le commerce au service du développement durable dans la région arabe

33. La quatrième session a abordé deux thèmes en parallèle : le commerce et la technologie, respectivement. Le thème du commerce au service du développement durable dans la région arabe a été examiné à la séance 4A, animée par Mohammed Ahmad Al Amer, Président de l'Organisation centrale de l'informatique (Bahreïn).

34. Hilda Al-Hinai, Représentante permanente adjointe d'Oman auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a expliqué quels étaient les obstacles qui empêchaient le commerce de réaliser son potentiel de développement dans la région arabe. Aucune harmonisation n'avait été faite entre les politiques commerciales et les autres politiques économiques dans les pays arabes. Les institutions ne traitaient pas efficacement les questions relatives aux droits de propriété intellectuelle, aux normes et à la législation environnementale. Le manque de coordination entre les acteurs nationaux et l'insuffisance de ressources humaines avaient empêché les pays arabes de présenter un front solide et uni lors des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Enfin, les programmes et activités d'aide au commerce n'avaient pas eu les résultats escomptés pour les pays arabes. M^{me} Al-Hinai a avancé plusieurs solutions, y compris l'appui aux petites et moyennes entreprises et le renforcement des capacités des parlementaires, des universitaires et des journalistes en matière de commerce. Elle a proposé que la CESAO et la Ligue des États arabes organisent une réunion annuelle afin que les délégations arabes présentes à Genève puissent procéder à des échanges et parvenir à une communauté de vues au sujet des négociations commerciales.

35. Pour Mohammed Abdelssamad El-Hamraoui, Chef de la Division des relations avec le monde arabe et islamique du Ministère marocain de l'économie et des finances, relancer l'idée d'intégration régionale serait une manière de résoudre les problèmes économiques. L'application du principe d'intégration régionale dans les pays arabes s'était principalement traduite par la création de la Grande Zone arabe de libre-échange et l'adoption de mesures en vue de l'instauration d'une union douanière et d'un marché commun arabes. Les statistiques du commerce de ces dernières années ont montré que les échanges entre les pays arabes restaient faibles en raison de plusieurs facteurs, notamment de structures économiques comparables qui restaient fragiles dans la plupart des pays arabes. Les négociations entre eux sur des règles d'origine détaillées et le libre commerce des services se poursuivaient malgré quelques difficultés, tandis que les négociations sur une union douanière arabe avaient été reportées jusqu'à nouvel ordre. Les négociations prévues sur la création d'un marché commun arabe connaissaient le même sort. Par conséquent, les pays arabes ne représentaient à ce jour qu'une part infime du volume des échanges mondiaux de biens et services.

36. Pour sa part, M. El-Hacene s'est dit confiant quant à la création un jour d'une union douanière arabe. Une fois établie, cette union serait naturellement la deuxième étape, après la Grande Zone arabe de libre-échange, vers l'union économique arabe à laquelle aspiraient les pays de la région. Il a souligné la nécessité de réaliser des études techniques pour évaluer les retombées de l'union douanière escomptée sur les économies des États arabes. Il fallait en particulier analyser les spécificités de l'économie de chacun d'entre eux et étudier en détail leurs liens commerciaux avec d'autres pays ainsi que des groupes régionaux et internationaux. La CESAO préparait plusieurs rapports afin d'étudier les difficultés

et les possibilités qu'offrait l'instauration d'une union douanière arabe et d'élaborer les politiques macroéconomiques et sectorielles nécessaires.

Résumé des débats

37. Les questions ci-après ont été soulevées au cours du débat qui a suivi :

a) Il fallait que les pays arabes évaluent et explorent des possibilités d'échange qui leur soient mutuellement bénéfiques et dont ils puissent tirer profit;

b) Il fallait étudier plus avant les obstacles à la libéralisation des échanges dans la région arabe et la manière de faire progresser l'intégration économique au moyen d'une union douanière arabe;

c) Il convenait sans plus tarder de renforcer les capacités en matière d'analyse et d'évaluation économiques, comme l'avaient montré les accords de libre-échange solides et globaux conclus entre l'Union européenne et quatre pays arabes, à savoir l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie;

d) Il fallait souligner les liens existant entre la libéralisation des échanges et la capacité d'attirer des investissements et tirer à cet égard d'importants enseignements de l'expérience du Maroc, qui avait signé plusieurs accords de libre-échange avec ses partenaires économiques européens.

F. Séance 4B. Moyens de mise en œuvre : la technologie au service du développement durable dans la région arabe

38. À la séance 4B, le rôle de la technologie a été évoqué comme un outil important pour accéder au développement durable dans la région arabe. Elle a été animée par Mohammed Ali Al-Qaed, Président de l'Autorité des services en ligne du Gouvernement bahreïnien.

39. Haidar Fraihat, Directeur de la Division de la technologie au service du développement de la CESA, a évoqué l'intégration de la technologie au développement durable en général et aux objectifs de développement durable en particulier. Après avoir décrit le processus d'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, il a expliqué que la place accordée à la technologie dans le nouveau programme de développement était bien plus importante que dans les précédents, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement. En effet, 7 des 17 objectifs de développement durable proposés comprenaient 10 cibles directement liées à la technologie et la recherche. L'examen de ces cibles avait dégagé trois objectifs : a) la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation ainsi que du transfert de technologie comme moyens d'améliorer la productivité, la diversification de l'économie et la création d'emplois; b) la mise de la technologie au service de la réalisation des objectifs de développement durable; et c) la facilitation de l'accès aux technologies vertes. M. Fraihat a formulé pour finir un ensemble de recommandations et donné un aperçu du rôle joué par la CESEA dans la région pour ce qui était de promouvoir la technologie.

40. Odeh Al-Jayyousi, partenaire et membre du Conseil d'administration de Sustainable Development Professionals Inc., a évoqué le rôle de la technologie dans le développement de la région arabe. Il a estimé que la fracture du savoir était le principal facteur d'inégalité entre les pays, notant que les États arabes avaient tout

pour progresser rapidement et rattraper les pays plus avancés. La science et l'innovation devaient désormais répondre aux besoins sociétaux et aux priorités nationales, d'où la nécessité de créer des voies de dialogue entre les innovateurs, les gouvernements et le secteur privé. M. Jayyousi a donné des exemples concrets pour souligner le rôle de la technologie dans la problématique eau-énergie-alimentation. Compte tenu des carences du système science, technologie et innovation dans la région arabe, il était primordial de nouer des liens de partenariat entre les instituts de recherche, de favoriser l'intégration régionale et d'enrayer la fuite des cerveaux.

41. Khalil Hamdani, professeur invité à la Lahore School of Economics, s'est penché sur les investissements dans le domaine des technologies. Il a relevé que la réalisation des objectifs de développement durable demandait des investissements considérables, bien supérieurs aux niveaux actuels, en particulier dans la région arabe. Il fallait pour cela donner la possibilité à un plus grand nombre de personnes d'accéder aux nouvelles technologies à un prix plus abordable, adopter de nouveaux modèles d'affaires pour encourager les investissements du secteur privé dans le domaine social et renforcer les partenariats. Le secteur privé disposait de fonds mais manquait de possibilités, d'où la nécessité de créer un environnement propice et un système national d'innovation, de manière à équilibrer les trois éléments clés qu'étaient la politique, la science et l'entreprise. M. Hamdani a insisté sur les différents types de liens qui devaient être encouragés par des investissements dans les individus et les infrastructures, à savoir les investissements directs étrangers, les liens avec les partenaires du secteur de la technologie, les relations en aval avec les clients, la participation aux chaînes d'approvisionnement mondiales et les liens en amont avec les fournisseurs.

Résumé des débats

42. Les questions ci-après ont été soulevées au cours du débat qui a suivi :

a) Il fallait élaborer une stratégie science, technologie et innovation arabe, qui se concrétise par des projets communs. La meilleure façon d'aplanir les obstacles en cours, y compris la faiblesse des capacités humaines, était de resserrer la coopération dans la région. Il fallait renforcer les investissements dans la recherche et le développement, élaborer des stratégies nationales claires et adopter des politiques de manière à mettre les technologies de l'information et des communications au service du développement durable;

b) Il fallait que les pays arabes réfléchissent à leurs valeurs sociétales et s'ouvrent à la modernité s'ils voulaient passer du statut de consommateurs à celui de développeurs de technologies. Le système d'enseignement dans la région se contentait d'exporter des élèves brillants à la recherche d'un emploi vers d'autres régions du monde où ils pouvaient réaliser pleinement leur potentiel, s'épanouir professionnellement, vivre dans la dignité et se sentir valorisés. Il fallait forger de nouveaux partenariats et renforcer ceux existant entre les universités et le secteur privé pour créer un environnement propice à l'innovation et déterminé par la demande;

c) Il fallait insister sur le rôle primordial de l'enseignement et revoir à la fois les contenus des programmes et les méthodes d'apprentissage afin d'encourager les élèves à innover dès le plus jeune âge et à chaque étape de leur cursus scolaire, seule manière de faire des sociétés arabes des sociétés du savoir;

d) Il fallait en faire davantage pour donner des moyens d'action aux entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises, afin qu'elles développent leurs propres technologies, en collaboration avec des partenaires et des bénéficiaires régionaux et internationaux.

G. Séance 5. Cadre institutionnel pour le développement durable dans la région arabe

43. La cinquième séance a été animée par Ibrahim Adam Ibrahim, Ministre d'État soudanais chargé du bien-être et de la protection sociale, qui a déclaré que le développement durable ne serait possible qu'avec le cadre institutionnel approprié aux niveaux national et régional.

44. Bader Malallah, Directeur général de l'Institut arabe de planification, a évoqué la capacité institutionnelle de développement dans la région arabe. Il a noté que les gouvernements conservaient un rôle déterminant dans le cadre institutionnel pour le développement. Toutefois, ceux-ci ne pouvaient pas agir seuls et devaient établir des partenariats avec le secteur privé et la société civile. Rappelant les enseignements tirés des exemples du Koweït et d'autres pays arabes, il a engagé les gouvernements à réduire leurs effectifs pour cesser d'être les premiers employeurs, à élaborer des stratégies nationales de développement, à entreprendre les réformes économiques nécessaires pour encourager les investissements et à créer des emplois dans le secteur privé. Il a préconisé par ailleurs une réforme du cadre institutionnel de la région arabe pour accroître l'efficacité et s'aligner sur les cadres mondiaux.

45. Shahira Wahbi, Chef du développement durable et de la coopération internationale, et Tarek El-Nabulsi, Conseiller et Directeur du développement et des politiques sociales, tous deux à la Ligue des États arabes, ont présenté le cadre institutionnel régional du développement durable. M. Nabulsi a expliqué le fonctionnement institutionnel de la Ligue, y compris du Sommet arabe, du Conseil économique et social et des conseils ministériels. Il a évoqué brièvement les progrès réalisés dans la région en matière de développement ainsi que les mesures prises par la Ligue afin de se préparer au programme de développement pour l'après-2015. Parmi les étapes clés, il a mentionné la Conférence arabe qui s'était tenue en décembre 2013 sur la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement, le rapport sur la question, le Sommet arabe de 2013 et un ensemble de réunions en 2014 pour recenser les priorités régionales devant figurer dans le programme de développement pour l'après-2015, en disant qu'il était primordial de resserrer la collaboration avec le Groupe des États arabes à New York pour s'assurer que les préoccupations arabes étaient relayées.

46. M^{me} Wahbi a principalement évoqué l'action entreprise pour intégrer les trois volets du développement durable aux activités de la Ligue. Elle a évoqué en particulier les efforts déployés par le Conseil des ministres arabes de l'environnement pour actualiser les mesures prises en 2002 en faveur du développement durable dans la région arabe afin d'en faire une stratégie arabe en la matière. Elle a proposé d'inscrire la question de l'environnement à l'ordre du jour du Conseil économique et social de la Ligue, qui était bien placé pour superviser le processus de développement durable et d'application du programme de développement pour l'après-2015 au niveau régional.

47. Mounir Majdoub, ancien Secrétaire d'État tunisien au développement durable, a évoqué les cadres institutionnels de développement durable mis en place par son pays et fait remarquer que, malgré un taux de croissance économique constant d'environ 5 % par an et les progrès réalisés dans les domaines de la santé, de l'enseignement et de l'accès à l'eau potable notamment, le développement en Tunisie n'était pas équitable et avait entraîné des inégalités sociales. La Tunisie avait été une pionnière dans la région arabe avec la création d'une commission nationale pour le développement durable. Malgré cela, l'aspect social du développement était passé au second plan. Il a conclu en disant que la nouvelle Constitution tunisienne, rédigée après la révolution, était axée sur les droits et intégrait les principes de démocratie, de participation et de décentralisation, et déclaré qu'une autorité du développement durable avait été établie pour garantir les droits des générations à venir.

Résumé des débats

48. Les questions ci-après ont été soulevées à l'occasion du débat qui a suivi :

a) Il fallait créer un cadre institutionnel efficace pour mettre en œuvre un programme aussi intégré que le programme de développement pour l'après-2015. Il fallait abandonner la planification intersectorielle en faveur d'une planification multisectorielle, tout en ayant une démarche intégrée lors de sa mise en œuvre;

b) Il fallait inclure des mécanismes de suivi et d'évaluation participatifs et pluriels dans les systèmes de planification du développement, tout en assurant la coordination entre toutes les parties prenantes, y compris la société civile, le secteur privé et les instituts de recherche;

c) Il était impossible de mettre en place un nouveau modèle de développement sans garantir la primauté du principe de démocratie participative qui devait être appliqué à tous les échelons, locaux, nationaux et régionaux;

d) Il importait que les institutions financières et les décideurs coordonnent leur action et la renforcent au moyen de la participation de banques régionales de développement;

e) Il fallait assurer la coordination des différentes directions au sein de chaque institution (ministère ou autre);

f) Il était crucial que les conseils nationaux pour le développement durable apportent les compétences nécessaires à l'élaboration d'une législation qui encourage le développement durable.

H. Séance 6. Suivi des progrès en matière de développement durable dans la région arabe

49. La sixième séance était animée par Ghada Waly, Ministre égyptienne de la solidarité sociale et Présidente du Bureau exécutif du Conseil des ministres arabes des affaires sociales de la Ligue des États arabes. Elle a insisté sur l'importance du renforcement des capacités statistiques pour assurer le suivi des progrès en matière de développement durable et l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles dans les pays arabes.

50. Robert Smith, Directeur de Midsummer Analytics, a présenté les résultats de l'étude qu'il avait réalisée pour la CESAO sur la manière dont les pays arabes avaient assuré le suivi le développement durable. Seuls 40 % des objectifs du Millénaire pour le développement avaient été observés à partir des statistiques disponibles, en raison principalement du caractère lacunaire de ces données et de la difficulté d'y accéder. Il a également constaté que la région comptait sur les données réunies par les organisations internationales au lieu de s'employer à renforcer ses propres capacités en vue d'assurer la viabilité de la collecte de données à long terme. Il a formulé plusieurs recommandations : a) la région devait s'entendre sur quelques indicateurs régionaux pour que chaque pays puisse en établir et les conserver à long terme à des fins de comparaison; b) il fallait publier régulièrement des rapports sur les indicateurs du développement durable pour garantir la transparence des données; c) il fallait renforcer la gouvernance en matière de développement durable au moyen d'une évaluation de ses forces et faiblesses; et d) il fallait demander l'aide de la communauté internationale pour renforcer les capacités nationales.

51. John Crowley, Chef de la Section de la recherche, de la politique et de la prospective à l'UNESCO, a évoqué les indicateurs sociaux en vue du programme de développement pour l'après-2015, soulignant que le suivi n'était pas un corollaire, sur le plan technique, du développement durable mais une de ses composantes essentielles. Les indicateurs constituaient un cadre de responsabilisation nécessaire et commun. Toutefois, la portée des objectifs était bien plus large que la mesure des résultats et les données relatives aux indicateurs n'étaient pas toujours disponibles. Les processus sociaux d'aujourd'hui produisaient davantage de données qu'autrefois. Cela pourrait être mis à profit, en replaçant les individus au cœur des statistiques.

52. Gerard Cunningham, Chef des partenariats pour la Division de l'alerte rapide et de l'évaluation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a insisté sur les multiples avantages de la collecte de données et de la communication de l'information de manière régulière. Il fallait d'importantes ressources pour réunir des données mais si ces dernières étaient accessibles à tous, elles pourraient être utilisées à des fins différentes et éclairer les prises de décisions à différents niveaux. En collectant des données pour alimenter des indicateurs composites applicables à plus d'une cible et d'un objectif, les pays pourraient en gérer un grand nombre. M. Cunningham a présenté plusieurs initiatives mondiales de poids qui avaient amélioré l'accès aux données, notamment le rapport sur l'avenir de l'environnement mondial, l'initiative « Le PNUE en direct » et le réseau Eye on Earth.

53. Juraj Riecan, Directeur de la Division de statistique de la CESAO, a encouragé les pays de la région à créer des indicateurs régionaux et à jouer un rôle plus marqué dans l'élaboration d'indicateurs mondiaux. Le fait qu'ils le soient dans un cadre intégré encouragerait une démarche conceptuelle plutôt que l'agrégation de données. À la quarante-sixième session de la Commission de statistique, qui s'est tenue du 3 au 6 mars 2015 à New York, les participants ont souligné la possibilité de rapprocher les statistiques et l'élaboration des politiques. M. Riecan a ajouté que le rôle des statistiques ne se limitait pas au suivi ou au classement des pays mais qu'elles pouvaient également éclairer les prises de décisions. Les organisations internationales et régionales étaient prêtes à soutenir le processus et à assurer les échanges aux niveaux national, régional et mondial.

54. Nora Alamer, chargée des questions relatives aux changements climatiques et au développement durable au Conseil suprême pour l'environnement du Bahreïn, a abordé les retombées négatives de politiques mondiales telles que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui n'étaient pas adaptées aux spécificités régionales et nationales et aux asymétries de développement. Elle a donné des exemples des conséquences sociales et économiques que pouvaient avoir les réponses aux problèmes de l'environnement et souligné qu'il fallait s'assurer que les économies et les sociétés de la région n'en pâtissent pas.

Résumé des débats

55. Les questions ci-après ont été soulevées au cours du débat qui a suivi :

a) Il fallait renforcer les capacités statistiques nationales et resserrer la coordination entre les ministères et les offices nationaux de statistique afin de mettre en place un système statistique national avec la participation de tous les partenaires. Toutefois, la sûreté et la sécurité représentaient un obstacle à la collecte régulière de données dans la région arabe;

b) La société civile avait un rôle important à jouer dans la collecte et l'analyse de données. Toutefois, l'ONU n'acceptant que des rapports et des données établis par des autorités nationales, les participants se sont interrogés sur le rôle que pouvaient jouer les organisations non gouvernementales et leur ont recommandé de souscrire aux principes de la statistique de l'ONU;

c) Les pays avaient une obligation envers leurs citoyens de communiquer les données réunies et il existait un cadre de responsabilité commun qui liait chaque État Membre à tous les autres;

d) Les indicateurs servant à évaluer le programme de développement pour l'après-2015 devaient servir à différentes fins. Il fallait mettre en place un nouvel ensemble d'indicateurs au cas où les données seraient incomplètes ou inadaptées. Pour être pertinent, ce deuxième ensemble devait être avalisé à l'échelle internationale. Ces indicateurs devaient ensuite être entrés dans un portail de données accessible à tous et consacré spécialement à l'analyse des indicateurs du développement durable;

e) Les partenariats régionaux étaient utiles car ils facilitaient la comparaison entre des statistiques nationales dans un cadre régional. Un récent exemple était l'élaboration d'un plan de campagne pour le **Centre de statistique du Conseil de coopération des États arabes du Golfe**.

Annexe I

Agenda

DAY 1: Tuesday 5 May 2015	
8:30 – 10:00	Registration
10:00 – 11:00	Opening ceremony <ul style="list-style-type: none"> - <i>H.E. Ms. Faeqa bint Saeed Al Saleh, Minister of Social Development, Kingdom of Bahrain</i> - <i>Ms. Rima Khalaf, Under Secretary-General and Executive Secretary, United Nations Economic and Social Commission for Western Asia</i> - <i>H.E. Dr. Mohammed Bin Ibrahim Al-Tuwaijri, Assistant Secretary-General of Economic Affairs, League of Arab States</i> - <i>Mr. Ibrahim Thiaw, Deputy Executive Director, United Nations Environment Programme</i> - <i>Ms. Sima Bahous, Assistant Secretary-General, Assistant Administrator and Director of the Regional Bureau for Arab States, United Nations Development Programme</i>
11:00 – 12:20	Coffee break and networking
12.20 – 12.30	Presentation of the Forum Agenda
12:30 – 14:30	<u>Session 1: From MDGs to SDGs: Voices from the Arab region</u> Moderator: <i>H.E. Ms. Faeqa bint Saeed Al Saleh, Minister of Social Development, Kingdom of Bahrain</i> <ul style="list-style-type: none"> - Status of sustainable development in the Arab Region <i>Ms. Roula Majdalani, Director, Sustainable Development Policies Division, ESCWA</i> - Peace and stability in the Arab region as prerequisites for sustainable development – the cost of conflict <i>H.E. Mr. Marwan Muasher, Vice president for studies, Carnegie Endowment for International Peace</i> - The right to development and human dignity – a paradigm shift <i>Mr. Fateh Azzam, Director, Asfari Institute for Civil Society and Citizenship, American University of Beirut</i> - Main discussants - <i>H.E. Ms. Adalah Attira, Head of the Environmental Protection Authority of the State of Palestine</i> - General discussion
14:30 – 15:30	Lunch
15:30 – 17:30	<u>Session 2: Global processes leading to the post-2015 development agenda</u> Moderator: <i>H.E. Mr. Taher Al-Shakhshir, Minister of Environment, and Deputy Chairman of Higher Committee for Sustainable Development, the Hashemite Kingdom of Jordan</i> <ul style="list-style-type: none"> - A new framework on disaster risk reduction 2015-2030 <i>Ms. Margareta Wahlström, United Nations Special Representative of the UN Secretary-General (SRSG) for Disaster Risk Reduction</i> - Sustainable Development Goals and the UN summit for the adoption of the post-2015 development agenda <i>Ms. Marion Barthelemy, Chief, Intergovernmental Support and Interagency Branch, Division of Sustainable Development, United Nations</i> - Climate change negotiations and the 21st session of the Conference of the Parties to the UNFCCC

	<p><i>Mr. Ayman Shasly, International Policies Consultant, Ministry of Petroleum and Minerals, Kingdom of Saudi Arabia</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Integration and universality: key to the post-2015 sustainable development agenda <i>Mr. Iyad Abumoghli, Director and Regional Representative, United Nations Environment Programme Regional Office for West Asia (UNEP/ROWA)</i> - The Post-2015 Development Agenda: An agenda for the rich? <i>Mr. Roberto Bissio, Executive Director, Third World Institute</i> - General discussion 		
17:30 – 19:00	Parallel side events: Mainstreaming sectoral issues into the SDGs		
	<table border="1"> <tr> <td>FAO/WFP/IFPRI and AOAD Side Event: Towards Achieving Food and Nutrition Security in the Arab World</td> <td>ESCWA/UNEP Side Event: The Arab Sustainable Development Report, Process and Way Forward</td> </tr> </table>	FAO/WFP/IFPRI and AOAD Side Event: Towards Achieving Food and Nutrition Security in the Arab World	ESCWA/UNEP Side Event: The Arab Sustainable Development Report, Process and Way Forward
FAO/WFP/IFPRI and AOAD Side Event: Towards Achieving Food and Nutrition Security in the Arab World	ESCWA/UNEP Side Event: The Arab Sustainable Development Report, Process and Way Forward		
19:00	Close of Day 1		
20:00	Dinner hosted by the Government of Bahrain		

DAY 2: Wednesday 6 May 2015

9:00 – 10:30	<p>Session 3: Means of implementation: Financing for sustainable development in the Arab region</p> <hr/> <p>Moderator: <i>H.E. Ms. Naglaa Al-Ahwani, Minister of International Cooperation, Arab Republic of Egypt</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Outcome document of the Arab preparatory meeting on financing for development <i>Mr. Mohamed Mokhtar El Hacene, Director, Economic Development and Integration Division, ESCWA</i> - Arab positions in the negotiation process on Financing for Development <i>Mr. Tamer Mostafa, Counsellor, Permanent Mission of Egypt to the UN- New York</i> - Main discussants - <i>Mr. Ayman Shasly, International Policies Consultant, Ministry of Petroleum and Minerals, Kingdom of Saudi Arabia</i>
10:30 – 11:00	Coffee break and Bahrain MDG report launch
11:00 – 12:30	<p>Session 3 (Continued): Means of implementation: Financing for sustainable development in the Arab region</p> <hr/> <p>Moderator: <i>H.E. Ms. Naglaa Al-Ahwani, Minister of International Cooperation, Arab Republic of Egypt</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Green financing: Readiness of the Arab countries <i>Mr. Sherif Arif, Senior Environment and Water Consultant</i> - The role of financial institutions in implementing the Post-2015 Development Agenda <i>Mr. Steven Stone, Chief, Economy and Trade Branch, UNEP</i> - Green sukuk <i>Mr. Wafik Grais, Expert Economist</i> - Main discussants - <i>Mr. Oussama Safa, Chief, Participation and Social Justice Section, Social Development Division, ESCWA</i> - General discussion

12:30 – 14:00	Parallel side events: Mainstreaming sectoral issues into the SDGs	
	ESCWA-AGU-SIDA Side Event: Water for Sustainable Development	UNEP Side Event: From Bahrain to Addis: Catalyzing Investment for a Greener and More Inclusive Economy
14:00 – 15:00	Lunch	
15:00 – 17:00 (parallel sessions)	Session 4A: Means of implementation: Trade for sustainable development in the Arab region	
	<p>Moderator: <i>Dr. Mohammed Ahmad Al Amer, President, Central Informatics Organization, Kingdom of Bahrain</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Harnessing Trade for sustainability and closure of Doha development WTO negotiations Round, <i>Ms. Hilda Al-Hinai, Deputy Permanent Representative of Oman to the WTO</i> - Interregional Trade and Economic Integration <i>Mr. Mohammed Abdelssamad El-Hamraoui, Chief of the Division of Relations with the Arab and Islamic World and the Countries of Africa and Asia, Ministry of Economy and Finance, Kingdom of Morocco</i> - Arab Customs Union <i>Mr. Mohamed Mokhtar El Hacene, Director, Economic Development and Integration Division, ESCWA</i> - General discussion 	<p>Session 4B: Means of implementation: Technology for sustainable development in the Arab region</p> <p>Moderator: <i>Mr. Mohammed Ali Al-Qaed, Chief Executive Officer, The Kingdom of Bahrain E-Government Authority (EGA)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mainstream Technology in Sustainable Development and SDGs <i>Mr. Haidar Fraihat, Director, Technology for Development Division, ESCWA</i> - Technology in Development <i>Mr. Odeh Al-Jayyousi, Partner and board member, Sustainable Development Professionals Inc.</i> - Investments in Technology <i>Mr. Khalil Hamdani, Visiting Professor, Lahore School of Economics</i> - Main discussants - <i>Mr. Yousef Nusseir, Expert on Technology and Sustainable Development</i> - <i>Mr. Abdulilah Dewachi, Expert on Technology and Sustainable Development</i> - <i>Mr. Mustafa Almahdi, Associate Programme Officer, Arab Regional Office, International Telecommunication Union</i> - General discussion
17:00 – 18:30	Parallel side events: Mainstreaming sectoral issues into the SDGs	
	ITU-ESCWA-LAS Side Event: Use of ICTs for Smart and Sustainable Development and Protection of the Environment	UNISDR Side Event: Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015 – 2030: Towards Risk-Sensitive Sustainable Development in the Arab Region
18:30	Close of Day 2	

DAY 3: Thursday 7 May 2015

9:00 – 11:30	Session 5: Institutional framework for sustainable development in the Arab region	
	<p>Moderator: <i>H.E. Mr. Ibrahim Adam Ibrahim, State Minister of Welfare and Social Security, Sudan</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Institutional Capacity Development <i>Mr. Bader Malallah, Director General of the Arab Planning Institute, the State of Kuwait</i> 	

	<ul style="list-style-type: none"> - Regional institutional framework on sustainable development: Efforts of the League of Arab States in preparing for the sustainable development agenda <i>Ms. Shahira Wahbi, Chief, Sustainable Development and International Cooperation, League of Arab States</i> <i>Mr. Tarek El-Nabulsi, Counsellor, Director of Development and Social Policies Department, Responsible of Coordination and Follow up Unit, Cabinet of Assistant Secretary General for Social Affairs, League of Arab States</i> - National institutional frameworks on sustainable development <i>H.E. Mr. Mounir Majdoub, Former Secretary of State for Sustainable Development, Tunisia</i> - Main discussants - <i>Ms. Barbara Adams, Global Policy Forum</i> - <i>Mr. Emadeldin Adly, General Coordinator, Arab network for Environment and Development (RAED)</i> - <i>Ms. Naima Gebril, Member of the Libyan National Dialogue Commission</i> - General discussion
11:30 – 12:00	Coffee break
12:00 – 14:00	<p><u>Session 6: Monitoring of sustainable development progress in the Arab region</u></p> <p>Moderator: <i>H.E. Ms. Ghada Waly, Minister of Social Solidarity, Arab Republic of Egypt, and President of the Executive Bureau of the Council of Arab Ministers for Social Affairs, League of Arab States</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Monitoring of sustainable development in the Arab region <i>Mr. Robert Smith, Principal, Midsummer Analytics</i> - Social indicators for the Post-2015 Development Agenda <i>Mr. John Crowley, Chief of Research Policy and Foresight, UNESCO</i> - Enhancing data delivery for the SDGs through regular assessment and reporting processes <i>Mr. Gerard Cunningham, Head of Partnerships in the Division of Early Warning and Assessment (DEWA) of the United Nations Environment Programme (UNEP)</i> - "Data Revolution" in the context of the Post-2015 Development Agenda <i>Mr. Juraj Riecan, Director, Statistics Division, ESCWA</i> - The social and economic adverse effects of climate change mitigation actions <i>Ms. Nora Alamer, Head of Climate Change and Sustainable Development, Supreme Council for Environment, Kingdom of Bahrain</i> - Main discussants - <i>National Offices of Statistics: the State of Kuwait, the State of Palestine, and the Kingdom of Bahrain</i> <ul style="list-style-type: none"> o <i>Ms. Mona Al-Daas, Assistant Under-Secretary, Statistical Affairs, Central Statistical Bureau of Kuwait</i> o <i>Mr. Maher Sbieh, Responsible for the SDGs, Palestinian Central Bureau of Statistics</i> o <i>Mr. Nabil Ben Shams, Director General, Administration for Statistics, Central Informatics Organization, Kingdom of Bahrain</i> - General discussion

14:00 – 15:00	Lunch	
15:00 – 16:00	<i>Parallel side events: Mainstreaming sectoral issues into the SDGs</i>	
	UN-Habitat Side Event: Towards More Inclusive, Integrated, Resilient and Sustainable Cities in the Arab Region	UNESCO Side Event: The Operationalization of Inclusiveness in the Post-2015 Development Agenda
16:00 – 18:00	<i>Closing Session: The Way forward</i>	
	Moderator: <i>Ms. Roula Majdalani, Director, Sustainable Development Policies Division, ESCWA</i>	
	<ul style="list-style-type: none"> - Key messages from the Forum: The Bahrain Document, presented by the Government of Bahrain - Closing remarks by ESCWA, UNEP and LAS 	
18:00	Close of the meeting	

Annexe II

Summary of discussions at side events

Side event 1: Towards achieving food and nutrition security in the Arab World

The side event on food and nutrition security in the Arab world was jointly organized by the Food and Agriculture Organization (FAO), the World Food Programme (WFP), the International Food Policy Research Institute (IFPRI) and the Arab Organization for Agricultural Development (AOAD). The side event discussed the level of food security in the region, opportunities and threats to achieving it.

Despite increases in agricultural production in the Arab region in the past years, the gap between demand and supply in the region is widening due to increased population. The region is marked by unemployment and conflict, which prevents focus on farming, strongly affects markets, transportation and trade, and further exacerbates the fragility of the region. The region will continue to depend on food imports and due to price volatility the cost of food imports will remain high. However, there is great potential in some countries for increasing agricultural production and yields per unit of land and water, especially of fruit and vegetable. Greater regional cooperation and integration would allow these countries to export to countries in the region with lower agricultural production. This would allow countries in the Arab region to focus on their comparative advantages and otherwise rely on imports.

Participants mentioned that caution needs to be exercised when looking at regional statistics which can mask the reality, due to the large differences in the region. In order to create change, we need to face the reality to see how the individual countries are doing.

Increased food production cannot be equated with higher nutrition security. The Arab region is strongly marked by an increase in chronic malnutrition and micronutrient deficiency at the same time as obesity. Studies show that relative to the national gross domestic product (GDP), child stunting is high in most countries of the region.

Policy reforms are needed at various levels. First of all, the different agricultural organisations should be working together and a roadmap for integrated efforts should be established. Organisations however do not substitute the role of the state, which is responsible for the agricultural production programme. The targeting of subsidies also needs careful revision.

Side event 2: The Arab Sustainable Development Report, process and way forward

The side event was co-organized by ESCWA and UNEP to present the prototype edition of the Arab Sustainable Development Report (ASDR), including its preparation process, methodology, and key findings. In addition, the side event provided an opportunity to exchange lessons learned from the national sustainable development assessments in Arab countries, which were prepared as inputs to the ASDR.

During the discussion, participants suggested that the ASDR should highlight some of the positive developments in the region over the past years, including efforts to improve the institutional framework, diversify the economic structure, and increase share of renewable energy and intra-regional investments. The inclusion of success stories from the Arab countries was also recommended. Participants were keen to have a balanced report between the three pillars of sustainable development and suggested a wider analysis of the productive sectors in the region (notably industry and agriculture), as well as the role of the youth. Since the structure of the Global Sustainable Development Report and the SDG indicators are yet to be agreed upon by the member states, some participants suggested that this prototype edition of the ASDR be considered as an “exercise” and its structure revised in light of global outcomes.

Lessons learned from the national assessments were as follows. In Jordan, the report was an occasion to improve national dialogue on sustainable development and catalyse coordinated action between ministries. A key message is that the cost of addressing the impact of crisis (e.g. support to refugees) is much higher than the cost of preventing crisis. In Lebanon, the absence of a national development plan with agreed goals was a challenge to the preparation of the assessment. Current efforts are being exerted by the Lebanese Council of Ministers to develop a national sustainable development strategy. In Tunisia, a key message is that the acceleration of growth needs to go hand in hand with ensuring inclusiveness and the participation of all stakeholders in the development process. Innovative ways are needed to address emerging challenges and overcome the entrenched resistance to change. In Morocco, a national development framework was built from the sectoral strategies through an integrated approach, and such effort cannot succeed without the political will to implement. In Sudan, the Vision 2030 was built on the MDGs, and the transition to SDGs can only be undertaken with the participation of all ministries and coordination with other concerned institutions. In Egypt, one of the observed pitfalls is that ministries are simply relabelling their plans to refer to sustainable development, while in reality they continue their business as usual. This needs to be avoided by ensuring a real transformation through the integration of the three pillars of sustainable development.

Side event 3: Water for sustainable development

The side event was co-organized by ESCWA, the Arabian Gulf University (AGU) and the Swedish International Development Agency (SIDA), to discuss regional water priorities of Arab States to achieve sustainable development.

The Arab Water Strategy is a general guideline that serves as a basis for the development of further national and regional strategies, such as the Unified Water Sector Strategy for the GCC countries 2015-2035. The latter strategy addresses issues such as transboundary water as well as wastewater treatment. Its main objective is to achieve water security in support of sustainable development and to promote joint Arab water management, as well as providing a joint statistical database on water rights and sustainability. A working group should be established at the regional level to develop an implementation plan to pursue the goals of the strategy.

Access to water impacted the achievement of all the MDGs. Marginal improvements in access to water were observed in the region overall, despite population growth and other challenges. However, 55 million people (15% of the population) in the Arab region still do not have access to improved water sources. In terms of sanitation, open defecation is still being practiced and 66 million people have no access to adequate sanitation services. SDGs now include a dedicated goal for water, but water is also present throughout the different goals and targets. Water is also referenced in the preamble of the SDGs.

The side event provided examples of problems that countries in the Arab region face in pursuing sustainable development and suggested priorities for solutions:

(a) The GCC depends strongly on desalination, requiring stable energy sources and financial resources. Despite the high costs of desalination, which are reducing the financial income of countries as well as having environmental adverse effects, governments have the responsibility to provide sufficient quantities of water to meet municipal needs.

(b) Gaza has limited access to the shared transboundary water resources. The aquifer is over-abstracted by four times its sustainable yield. The occupation seriously obstructs the achievement of sustainable development since Palestine has no sovereignty over its natural resources, notably water.

(c) Sweden, a major donor on water issues takes a regional approach to water management and aims to respond to regional needs for sustained support. In particular, Sweden funds policy processes that lead to a fair, just and equitable distribution of water resources.

Side event 4: From Bahrain to Addis: catalysing investment for a greener and more inclusive economy

The side event entitled “From Bahrain to Addis: Catalysing Investment for a Greener and more Inclusive Economy” was organized by UNEP and engaged participants in an interactive panel discussion with high-level speakers from UAE, Jordan, Palestine, UNEP, ESCWA and the Arab Forum for Environment and Development (AFED).

The discussions revolved around the role of economic policy, finance and investment in driving sustainability forward in light of the Addis Ababa Conference in July 2015. High level speakers shared their green economy experiences, which are based on national priorities, resources and national development plans. Examples included the strategic vision of the UAE of transitioning towards a green economy through innovation and policy implementation, which will ensure environmental protection alongside continued economic growth. The UAE focuses on green transport, fuel efficiency standards and the importance of sustainable waste management practices. Jordan focuses strongly on green vehicles and improved public transport to reduce reliance on private cars. The country also works on transforming solid waste to energy and recycling. In Palestine progress on sustainable development is hampered by the occupation however the involvement from civil society is strong and donor support drives efforts towards sustainability. AFED laid out the regional priorities identified in their annual report on Green

Economy in the Arab Region and emphasised that transitioning to a green economy is not an option but a necessity to achieve sustainable development.

Furthermore, the discussions centred on the need to move towards a “sustainable financial system”. Issues were raised regarding the need to raise the awareness, and build the capacity of investors and financial regulators on sustainability challenges and related economic opportunities. The power of local initiatives should indeed be emphasized, since financial markets have so far not delivered on investments to create sustainable development. In order to further attract sustainable development finance, subsidies that have detrimental effects on resource use need to be reformed.

Side event 5: Use of ICTs for smart and sustainable development and protection of the environment

The side event was organized by the International Telecommunication Union (ITU) in cooperation with ESCWA to present ITU’s Arab regional initiative on the use of telecommunications/ICTs for smart and sustainable development and protection of the environment. The side event aimed to inform participants about the key components of the initiative, challenges to be addressed and the proposed work plan to be delivered to meet expected results. The ITU other aim in organising this side event was to encourage governments, regional and international agencies to join partnership in this initiative. The initiative was presented by Arab countries to the Arab ITU office and focuses on five areas, namely electronic waste, water management, climate change, use of ICTs in emergency situations, and smart cities. Activities include the preparation of studies as well country support in the form of policy and regulatory frameworks and pilot projects.

Furthermore, the side event provided an opportunity to exchange ideas from practical experiences in the field. The high cost of transferring ICTs for smart and sustainable development was highlighted in the discussions as a main hurdle. It was noted that given the current political situation in the region, policy-makers may have shifted their priorities away from ICTs; however it should be stressed that ICTs are not a luxury but basic requirements for any country to achieve its national ambitions. There was stress on the need for regional cooperation in this field according to a regional framework that embodies individual initiatives such as the ITU’s, noting that it is hard for an Arab country alone to embark on the needed transformation.

Side event 6: Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015-2030: towards risk-sensitive sustainable development in the Arab region

The side event organized by UNISDR presented the Sendai Framework on Disaster Risk Reduction (DRR) 2015-2030, which was adopted at the Third UN World Conference on Disaster Risk Reduction held from 14 to 18 March 2015 in Sendai, Miyagi, Japan. The framework applies to small-scale and large-scale risks, frequent and infrequent, sudden and slow-onset disasters, caused by natural or man-made hazards as well as related environmental, technological and biological hazards and risks.

Globally, the number of people affected and the environmental degradation due to disasters has increased. In addition many countries in the Arab region face a refugee crisis. This exacerbates poverty and puts additional stress on natural resources. In the Arab region, more and more countries are providing necessary data for assessments of disaster risk, which are the basis for Disaster Risk Management. More attention is paid to DRR through global awareness campaigns, however DRR education needs to be adapted to national and local circumstances.

The Sendai Framework aims to achieve a tangible decrease of disaster risks, including on lives, health, and social, cultural and economic assets. A strategy for the Arab region is necessary to apply the new framework and to promote policies and actions to reduce disaster risk. To ensure implementation, a national mechanism concerned with disaster risk management should be established, that would proceed to coordinate at international level on behalf of the country. Regionally, an information network is important to act as an early warning system.

The Sendai Framework foresees a periodic review of progress as part of the United Nations follow-up processes for conferences and summits aligned with ECOSOC, including the High Level Political Forum and the Quadrennial Comprehensive Policy Review.

Side event 7: Towards more inclusive, integrated, resilient and sustainable cities in the Arab region

The side event on more inclusive, integrated, resilient and sustainable cities in the Arab region was organized by UN-Habitat in cooperation with the League of Arab States, the Arab Towns Organization, and the Arab Urban Development Institute.

The side event centred on the numerous pressures that cities face. To move towards a new urban agenda, urbanization needs to be integrated, inclusive and sustainable. The new urbanization model is universal and adaptable to different national circumstances, based on key urbanization challenges and opportunities shared by all countries. It must respect, protect and promote human rights. It must rely on equitable urban development and inclusive urban growth, which entails bringing equality and non-discrimination considerations, including gender equality, to the centre of urban development. Implementation of the model must be integrated to address the inter linkages between the environmental, social and economic objectives of sustainable development, and the concerns of different levels of government. It must also enable the empowerment of civil society, thus expanding democratic participation and reinforcing collaboration. The agenda must encompass green cities and environmental sustainability, which involves establishing a critical connection between science, environment, economic growth, urban planning and governance. The key to achieve this move forward is innovation, learning and knowledge sharing, which entail the creation of supportive education, science, technology and innovation policies as well as development of capacities.

The last and most important element to move towards more inclusive, resilient and sustainable cities in the Arab region is a global data revolution to attain effective and results-based implementation and monitoring of the new urban agenda at the local, national and global levels. There are a number of enabling tools and reports which can facilitate this move such as the Cities Prosperity Index, the Arab

Sustainable Development Report, the State of Arab Cities Report, and other national and regional reports.

Side event 8: The operationalization of inclusiveness in the post-2015 development agenda

The UNESCO side event on the operationalization of “inclusiveness” aimed at the clarification of the concepts, methods and institutional dynamics required to build inclusiveness into the post-2015 development agenda. This is of utmost importance since each of the six areas put forward by the UN Secretary-General in his Synthesis Report either explicitly or implicitly refers to inclusion as an essential objective in pursuing sustainable development and an essential criterion in assessing actions and outcomes. UNESCO highlighted the areas in which it can contribute to national and regional policy development in the Arab region through its intergovernmental Management of Social Transformations programme (MOST). UNESCO’s technical input will build on current steps towards the establishment of the MOST Inclusive Policy Lab, an initiative under development to refine concepts, clarify methodologies, establish knowledge management platforms and provide practical capacity building to member states to integrate the social and environmental pillars of sustainable development.

The discussion focused on the need to interpret policy inclusiveness through a regional lens, with a view to supporting practical interventions that take into consideration the particularities of the Arab context. The ambiguities of the “inclusiveness” concept were explained and the analytical framework currently under development within the MOST programme was briefly outlined. Emphasis was put on the knowledge management processes and communities of practice to be established to ensure monitoring, the integration of multiple dimensions and the involvement of a highly diverse group of stakeholders.

The lack of participatory and inclusive processes in urban planning was highlighted through an analysis of space, ownership and inclusiveness of urban examples in selected Arab countries, with special focus on projects in Lebanon and Jordan.

Annexe III

List of participants

ALGERIA	
<p>Rabah Loumachi Plenipotentiary Minister Embassy of the People's Democratic Republic of Algeria in Bahrain Tel: +973 17740784/17740659 Fax: +973 17740652 Email: rabah.loum@gmail.com</p>	
BAHRAIN	
<p>Abdalla Abbas Hamad Advisor Office of the President of The Prime Minister Court The Court of H.R.H. the Prime Minister Bahrain Tel.: (+973) 17200000 Ext: 5305 Dir.: (+973) 17105305 Email: aabbas@pmc.gov.bh</p>	<p>Abdul Amir M. Abdul Hussein Ministry of Finance Bahrain Tel:+973 17575000 Fax: +973 17532853</p>
<p>Abdel Jaleel Mirza Abdulla Director, Water Production Electricity and Water Authority Bahrain Tel: +973 17 991001 Mobile: +973 36052333 Email: jalil.mirza@ewa.bh</p>	<p>Adnan Mohammed Fakhro Deputy Chief Executive for Distribution Electricity and Water Authority Bahrain Tel: +973 17996800 Fax: +973 17532790 Mobile: +973 36052220 Email: adnan.fakhro@gmail.com</p>
<p>Ahmed Rafik Alswafiri E-Government Authority Bahrain Tel: + 973 17 388388 Fax: + 973 17 388833 Email: info@ega.gov.bh</p>	<p>Aisha Abdullah Fakhro Public Relation Central Informatics Organization Bahrain Tel : +97317878209 Fax: +97317878266 Email: publicrelations@cio.gov.bh</p>
<p>Ali Saleh Al-Dirazi Ministry of Industry and Commerce Bahrain Tel: (+973) 17568000 / 17574777</p>	<p>Ali Yousef Al-khayyat Public Relation Central Informatics Organization Bahrain Tel : +97317878209 Fax: +97317878266 Email: publicrelations@cio.gov.bh</p>

<p>Amna Hamad Al Rumaihi Acting Director for International Relations and Media Supreme Council for Environment Bahrain Tel.+973 17386011 Fax.+973 17920208 Mobile:+973 36605033 Email: aalrumaihi@sce.gov.bh</p>	<p>Dalal Alqrytis Ministry of Foreign Affairs Bahrain</p>
<p>Dana Abdullah Economic Development Board Bahrain</p>	<p>Ebrahim Alaradi Chief of Maintenance Water Transmission Directorate Electricity and Water Authority Bahrain Tel: +97317995808 Fax: +97317783046 Email: ebrahim.alaradi@ewa.bh</p>
<p>H.E. Faeqa bint Saeed Al Saleh Minister of Social Development Ministry of Social Development Bahrain Tel: + 973 17103222 Fax: + 973 17104977 Email: Faeqa.alsaleh@social.gov.bh</p>	<p>Falah Sabah Al-Kbaisi Ministry of Works & Municipalities Affairs Bahrain</p>
<p>Farzana Abdullah Maraghi Ministry of Education Bahrain</p>	<p>Fatima Aljamia Ministry of Follow-up Affairs Bahrain</p>
<p>Faysal Abdel Gader Mohamed Adviser for International Affairs Royal Court Bahrain Tel: +973 17666666/17663006 Mobile: +973 38351382 Email: nvt_2005@hotmail.com; nimirfaysal@gmail.com</p>	<p>Fuad Sadeq Al-Baharna Ministry of Interior Bahrain</p>
<p>Hamad A. Al-Othman Public Relation Central Informatics Organization Bahrain Tel : +97317878209 Fax: +97317878266 E-mail: publicrelations@cio.gov.bh</p>	<p>Hanaa Abdullah Kanoo Economic Development Board Bahrain</p>
<p>Hanaa Mohammed Rajab Management Accounting and Invoicing Public Authority for Social Insurance Bahrain Mobile: +973 36666926 Email: hmrajab@sio.gov.bh</p>	<p>Hanan Almasyab Central Bank of Bahrain Bahrain</p>

<p>Hanan Kamal Undersecretary Ministry of Social Development Bahrain Tel: + 973 17101818 Fax: + 973 17104992 Email: hanan.kamal@social.gov.bh</p>	<p>Hesham Yousef Bukhammas General Organization for Youth and Sports Bahrain</p>
<p>Hessa Ahmed Alderazi Ministry of Health Bahrain</p>	<p>Huda Al-Sheroqi Central Informatics Organization Bahrain</p>
<p>Hussein Jaafar Makki National Oil and Gas Authority (NOGA) Bahrain Tel: + 973 17312681/17312544 Mob: + 973 39744114 Fax: + 973 17293007/17312558 Email: h.makki@noga.gov.bh</p>	<p>Hussein Salman Matar Ministry of Interior Bahrain</p>
<p>Ibrahim Helal Mohammed Ministry of the Shura and Representatives Councils Affairs Bahrain</p>	<p>A Jalil Mirza Abdulla Director, Water Production Electricity and Water Production Tel: +973 17991001 Fax: +973 17830146 Mobile: +973 36052333/39668864 Email: jalil.mirza@ewa.bh</p>
<p>Kefayah Habib Al-Anzor Ministry of Education Bahrain</p>	<p>Khaled Abdul Ghani Ministry of Housing Bahrain</p>
<p>Khaled Al-Heedan Ministry of Housing Bahrain</p>	<p>Khalid Ishaq Community Development Ministry of Social Development Bahrain Tel: +973 17101835 Email: Khalid.eshaq@social.gov.bh</p>
<p>Khaled Mohammed Althamazi Public Authority for Social Insurance Bahrain</p>	<p>Latifa Alaanizi Supreme Council for Women Bahrain</p>
<p>Leena Bint Abdullah Al-Khalifa Head of Design Ministry of Works & Municipalities Affairs Bahrain Tel: +973 17545467 Email: Leena@works.gov.bh</p>	<p>Louay Kamalaldin Office of HH the Deputy Prime Minister Bahrain</p>
<p>Maha Abdullah Sabt Senior Statistician Central Informatics Organization Bahrain Tel: +973 17878231 Email: maha.as@cio.gov.bh</p>	<p>Mariam Ali Almajid Manager of Pension Public Authority for Social Insurance Bahrain Mobile: +973 39477552 Email: maalmajed@sio.gov.bh</p>

<p>Mariam Al-Ansari Senior Environmental Specialist Supreme Council for Environment Bahrain Tel: +973 17386568 Email: malansari@sce.gov.bh</p>	<p>Masoud Al-Hermi The Office of His Royal Highness Prime Minister Bahrain Email: alhermi99@gmail.com</p>
<p>May Hasan Al-Asmi Senior Chief Engineer, Head of International Study Department Ministry of Labor Bahrain Tel: + 973 17720340 Email: mayyousif_62@yahoo.com</p>	<p>May Hussain Janahi Senior Environmental Specialist The Supreme Council for the Environment Bahrain Tel: + 973 17386990 Email: mjanahi@sce.gov.bh</p>
<p>Mazoon A. Al Majid Ministry of Finance Bahrain</p>	<p>Mohammed A. Alatawi Ministry of Health Bahrain</p>
<p>Mohammed Alaa Afifi Ministry of Industry and Commerce Bahrain</p>	<p>H. E. Mohamed Mubarak Bin Daina Chief Executive The Supreme Council for the Environment Bahrain Office : +97317386000 Fax : +97317386006 Email: mbindaina@sce.gov.bh</p>
<p>Mohammed Shihadi Da'abis Chief, Project Management Construction Projects Directory Ministry of Works & Municipalities Affairs Bahrain Tel: +973 17545821 Fax: +973 17 531538 Mobile: +973 39423828 Email: mohamedd@works.gov.bh</p>	<p>Mohammed Y. Al Abdullah Ministry of Foreign Affairs Bahrain</p>
<p>Mona Mohammed Daibes Ministry of Finance Bahrain</p>	<p>Nabeela Ahmed Rajab Ministry of Labor Bahrain</p>
<p>Nabeel M. A. Benshams Director General of Statistic Central Informatics Organization Issa City Bahrain Tel: + 973 17878008/17878007 Mobile: + 973 39911144 Fax: + 973 17878119 Email: Nabeelsh@cio.gov.bh; bnshms@cio.gov.bh</p>	<p>Nada Ahmed Yaseen Advisor for Good Governance Ministry of Implementation Bahrain Tel: +973 17206664 Fax: +973 17211518 Email: nyaseen@pmc.gov.bh</p>
<p>Nivedita Dhadphale Advisor The Office of His Royal Highness Prime Minister Bahrain Email: nivs@pmc.gov.bh</p>	<p>Noora K. Al-Saadoon Central Informatics Organization Bahrain</p>

<p>Noouf Abdulrahman Jamsheer Office of the First Deputy Prime Minister Bahrain Email: nouf.jamsheer@fdpm.gov.bh</p>	<p>Noouf Ali A. Al-Wasmi Environmental Specialist The Supreme Council for the Environment Bahrain Tel: + 973 17 386582 Email: nalwasmi@sce.gov.bh</p>
<p>Noouf Isbaai General Organization for Youth and Sports Bahrain</p>	<p>Noura Alaamir Head of Sustainable Development & Climate Change The Supreme Council for the Environment Bahrain Tel: + 973 17386575 Email: nalamer@sce.gov.bh</p>
<p>Rana Khalifa Supreme Council for Women Bahrain</p>	<p>Rana Mohsin Salloom Director, Electricity and Water Conservation Electricity and Water Authority Bahrain Tel: +973 17991501 Fax: +973 17212559 Mobile: +973 36052980 Email: rana.saloom@ewa.bh</p>
<p>Sami Bani Ministry of Works & Municipalities Affairs Bahrain</p>	<p>Shaikh Fahed Bin Abdulrahman Al-Khalifa Office of the First Deputy Prime Minister Bahrain</p>
<p>Suzan Al-Ajjawi Acting Director of Policy Planning and Environmental Management Supreme Council for Environment Bahrain Tel: +973 17 386588 Email: salajjawi@sce.gov.bh</p>	<p>Waleed Baqer Coordination & follow-up Advisor Ministry of Social Development Tel.: +97317101810 Mobile: +97336922240 Email: Waleed.baqer@social.gov.bh</p>
<p>Zainab Jaafar AlHerz Environmental Specialist The Supreme Council for the Environment Bahrain Tel: + 973 17 386579 Email: zalherz@sce.gov.bh</p>	<p>Zahwa Alkuwari Member of Shura Council Bahrain Tel: +97317671174 Fax: +97317922930 Mobile: +97339672930 Email: zkuwari@gmail.com</p>
EGYPT	
<p>Achraf Ibrahim Deputy Assistant Minister for International Economic Affairs Ministry of Foreign Affairs Egypt Tel: +202 27735063 Mobile: + 201141960245 Email: achraf.ibrahim@mfa.gov.eg; achrafibrah@hotmail.com</p>	<p>H.E. Ahmad Mohamed Abdelhamid Mahina Undersecretary of State for Authorities Follow up Ministry of Electricity Egypt Tel: +20222616523 Mobile: +201226646944 Email: ahmed.moee@gmail.com</p>

<p>H.E. Ghada Fathy Waly Minister of Social Solidarity Ministry of Social Solidarity President of the Executive Bureau of the Council of Arab Ministers of Social Affairs Tel.: + 20233370039 Email: Ghada.waly@moss.gov.eg</p>	<p>H.E. Naglaa Anwar Mostafa Elehwany Minister of International Cooperation Ministry of International Cooperation Egypt Tel:+ 202 23910008 Email: ehwanynaglaa@yahoo.com</p>
<p>Tamer Mostafa Mohamed Mostafa Counselor Permanent Mission of Egypt to the UN – New York Tel: + 12125030351 Email: tamer.mostafa.un@gmail.com</p>	
IRAQ	
<p>Abdul Ghafoor AbdulHussein Director of Planning Department Ministry of Labor and Social Affairs Iraq Tel: +964 7506880855 Email: molsaia2004@yahoo.com</p>	<p>Fatin Hassan Al-Janabi Ministry of Environment Iraq Email: fatin_ml1977@yahoo.com</p>
<p>Hussein Jawad Kadhim Director of the Marshes and Wetlands Department Ministry of Environment Iraq Mobile: +9647706088362 Email: qwq13211@gmail.com</p>	<p>Kadhun Shamkhy Amer Minister Advisor Ministry of Labor and Social Affairs Iraq Tel: +964 7506880855 Email: molsaia2004@yahoo.com</p>
<p>H.E. Mohammed Shyaa Sabbar Al –Sudani Minister of Labour and Social Affairs Ministry of Labour and Social Affairs Iraq Tel: + 964 7714846420 Email: molsaia2004@yahoo.com</p>	<p>Noha M. Saleh Abdulhak Assistant Chief Biology Ministry of Environment Iraq Mobile: +964 7712310851 Email: nohashebib@yahoo.com</p>
<p>H.E. Qutaiba Ibrahim Turki Minister Ministry of Environment Iraq Tel.: +964 7704447917 Mobile: +964 7704447917 Email: environment92@yahoo.com nohashebib@yahoo.com</p>	<p>H.E. Salman Al-Jumaili, Minister of Planning Ministry of Planning Iraq Email: iraqmopdc@yahoo.com</p>
JORDAN	
<p>Amer Hiassat Director of Policy and Strategy Ministry of Social Development Jordan Phone: +962795219783 Email: amerhiassat1966@yahoo.com</p>	<p>Hadram A. Hajer Alfayez Senior researcher Sustainable Development Division Ministry of Planning and International Cooperation Tel.: +962-6-4644466 Ext. 585 Mobile: +962-777892271 Fax: +962-6-4649341 Email: hadram.a@mop.gov.jo</p>

<p>Mohammad Mahmoud Othman Alazzam Head of Relation & International Economic Ministry of Finance Jordan Tel.:+962 6 463 6321 Mobile:+962 799062769 Fax:+ 962 6 4622528 Email: Mohamad.a@mof.gov.jo</p>	<p>Mohamad Mosa M. Afana Director of Policies & Development Directorate Ministry of Environment Jordan Tel.: +96265523370 Mobile: +962799388480 Email: m_afaneh@moenv.gov.jo ; afaneh79@yahoo.com</p>
<p>Mutasim M.D. Zaid Al-Kilani Head of Sustainable Development Division Ministry of Planning and International Cooperation Jordan Tel.: +962-6-4644466 Ext. 519 Mobile: +962-7-96743883 Fax: +962-6-4649341 Email: mutasim.k@mop.gov.jo; mutasimk@yahoo.com</p>	<p>H.E. Taher Radi Shukri Shakhashir Minister Ministry of Environment Jordan Tel.: +96265522868 Mobile: +962795522502 Fax: +96265560288 Email: ministeroffice@moenv.gov.jo ; minister@moenv.gov.jo</p>
KUWAIT	
<p>Eiman Alhaddad Head of international organizations Ministry of Finance Kuwait Tel.:+965-22482381 E-mail: ehaddad@mof.gov.kw</p>	<p>Shorouq Ali Alkhalil Foreign relations senior researcher Ministry of Finance Kuwait Tel.:+965-22482658 Email: skhalil@mof.gov.kw</p>
<p>Mona Khalaf Al-Daas Assistant Undersecretary for Statistical Section Central Statistic Bureau Kuwait Tel: +965 99659595 Email: aldaas-m@hotmail.com</p>	<p>Moudhi Al Harbi Ministry of Social Affairs and Labor Kuwait</p>
LEBANON	
<p>Ibrahim Assaf Charge d'Affaires, a.i. Embassy of Lebanon Bahrain Tel: +973-17579001 Fax: +973-17232535 Email: ibrahimassaf@hotmail.com</p>	<p>Louay El Hajj Chehade Director of Revenues, Ministry of Finance Ministry of Finance Lebanon Email: louayc@finance.gov.lb</p>
<p>Lamia Mansour Policy Expert, Support to Reform-Environmental Governance (StREG) Programme, European Union Ministry of Environment Lebanon Tel.: +961 1 976 527 / +961 3 777 134 Email: l.mansour@moe.gov.lb</p>	

LIBYA	
<p>Mohamed Salem M. Hamouda Technical Advisor Environment General Authority Libya Tel.: +218214871590 Mobile: +218913759344 Fax: +218214871590 Email: mshamouda@yahoo.com</p>	<p>Naiema Gebril Member Libyan National Dialogue Commission Planning & Projects Libya Mobile: +218-925958512 Email: gebril.naima@hotmail.com</p>
MOROCCO	
<p>Hanane Touzani Chargée d'études auprès du Chef du Gouvernement Ministry of General Affairs and Governance Morocco Tel.: +212537687316 / +212662103562 Fax: +212537774287 Email: touzani@affaires-generales.gov.ma</p>	<p>Mohammed El Bouazaoui Head of Division Social engineering Ministry of Solidarity, Women, Family and Social Development Morocco Tel.: + 212 537276574 Email: mobouazaoui@gmail.com</p>
<p>Mohammed A. El Hamraoui Chief of the division of relations with the Arab and Islamic world and the countries of Africa and Asia Ministry of Economy and Finances Morocco Tel.: +212537677568 Email: a.elhamraoui@tresor.finances.gov.ma</p>	<p>Mohammed Maktit The Ministry Delegate in charge of the Environment Morocco Tel.: +212537570638 Mobile: +212673083039 Fax: +212537576642 Email: m.maktit@gmail.com</p>
OMAN	
<p>Aisha Mufti Al-Qurashi Surface Water Expert Ministry of Regional Municipalities and Water Resources Oman Tel: +96824697920 Mobile: +96899155877 Email: aisha10q@hotmail.com</p>	<p>Ali Amur A. Alkiyumi Ministry of Environment and Climate Affairs Oman Tel: + 968 95161515 Fax: + 968 24602283 Email: picmaca@hotmail.com</p>
<p>Hilda Ali Rashid Al-Hinai Deputy Permanent Representative of Oman to the WTO, Director of the Office of Oman to the WTO Switzerland Tel.: +41 22 758 03 81 Mobile: +417979030 10 Fax: +41 22 758 13 59 Email: Oman_WTO@bluewin.ch ; hildaalhinai@gmail.com</p>	<p>Khalfan Al Jabri Director General of Planning & Studies Ministry of Social Development Oman Tel.: +96824601303 Email: khalfanj@mosd.gov.om</p>

<p>Khalid M. Al-Rushaidi International Relations Specialist Ministry of Environment and Climate Affairs Oman Tel: +96824404616 Email: picmaca@hotmail.com</p>	<p>Said Majid Said Al Shikaili Director, Human Resources Development Department The Supreme Council for Planning Oman Tel: +96899438138/+96824604947 Mobile: +96899438138 Fax: +96824698907 Email: saidshuk@yahoo.com</p>
<p>Suad Al Fadhel Director, Technical Cooperation Department The Supreme Council for Planning Mobile: +96899326313 Fax: +96824736094/737028 /24604718 Email: suadfadhel61@hotmail.com</p>	
PALESTINE	
<p>H.E. Adalah K.A. Atira Chairman/Minister Environment Quality Authority Palestine Tel: +97022403495 Mobile: +970599671005 Fax: +97022403494 Email: a.attereh@environment.pna.ps; chairman@environment.pna.ps</p>	<p>Amir I S Dawoud Social Services Dept Manager Ministry of Planning and Development Palestine Tel: +9702973017 Email: adaoud@mop.gov.ps</p>
<p>Maher I. M. Sbieh Director of Education and Culture Statistics Department/SDGs Coordinator Tel.: +97222982700 Mobile: +972599765150 Fax: +97222982710 Email: diwan@pcbs.gov.ps; msbieh@pcbs.gov.ps</p>	<p>Rebhy A.S. El Sheikh Deputy Chairman Palestinian Water Authority Palestine Tel: + 972 82833609 Fax + 972 82826630 Email: ralsheikh@pwa-gpmu.org</p>
<p>H. E. Shaddad A.M. Alattili Minister- Head of water issue for permanent status talks - Negotiation Department Mobile: +970599272625 Email: sattili@hotmail.com</p>	<p>Zaghloul M.H. Samhan Director General of Policies and Planning Environment Quality Authority Tel: +97022403495 Email: z.samhan@environment.pna.ps</p>
QATAR	
<p>Ahmed Abdul Karim Ministry of Environment Qatar</p>	<p>Ghanim M. Al-Kuwari Director of Social Department Ministry of Labour and Social Affairs Qatar</p>
<p>Khalid Baker Director of International Technical Cooperation Ministry of Foreign Affairs Qatar Tel: +974 40112441 Mobile: +974 66 888208 Fax: +974 44431295 Email: kbaker@mofa.gov.qa; khalid- kf123@hotmail.com</p>	<p>H.E. Sh. Mishal Jabor M. Al-Thani Manager, Energy Policy & International Relations Qatar Petroleum, Energy Policy & International Relations Department Qatar Tel.:+97440132871 / 8 Email: m_althani@qp.com.qa</p>

Saad Abdulla Alhattmi Ministry of Environment Qatar	
SAUDI ARABIA	
H.E. Abdulrahman Al-Sheikh Deputy Minister of Municipal & Rural Affairs Ministry of Municipal & Rural Affairs Saudi Arabia	Abdullah A. H. Al Marwani Assistant Deputy Minister for Planning Ministry of Economy and Planning Saudi Arabia Tel: + 966114049497 Email: amarwani@mep.gov.sa
Ayman M Shasly International Policies Senior Consultant Ministry of Petroleum and Mineral Resources Tel.:+96613873-3255 Mobile:+966555737633 Email: ayman.shasly@mopm.gov.sa	H.E. Bandar Abdulaziz Al Waily Deputy Minister for Planning Affairs Ministry of Economy and Planning Saudi Arabia Tel: + 966114049313 Email: wayly@yahoo.com
H. E. Fahad Ahmed Mohamed Al-Mansouri Minister Plenipotentiary Ministry of Foreign Affairs Tel: + 966543677408 Fax: + 966114122080 Email: f_al_mansouri@hotmail.com	Jamal Bamaileh Director of regional and International Organizations Presidency of Meteorology and Environment Saudi Arabia Tel: +966506480456 Email: bamaileh@yahoo.com
H.E. Majid Bin Abdulla Al Qusabi Minister of Social Affairs Saudi Arabia	Saleh F. Z. Al Shehri Planning Specialist Ministry of Economy and Planning Tel: + 966114011444 Ext. 2275 Email: sshehri@mep.gov.sa
Waleed Jomah Presidency of Meteorology and Environment. (PME) Saudi Arabia Tel: +966506480456 Email: bamaileh@yahoo.com	
SOMALIA	
H.E. Buri Mohamed Hamza Minister of State for Environment Ministry of State for Environment Federal Republic of Somalia Tel: +252699 900889 (Mogadishu) +25261 5936903 (Mogadishu) +254 716982008 (Nairobi) Email: bhamza@hotmail.com ; buri.hamza@gmail.com	
SUDAN	
El Mutasim Abdalla Ahmed El Faki Director General, Department for International Organizations and Institutions Sudan Central Bank Sudan Email: elmutasim.elfaki@cbo.gov.sd	Gamal Elnile Abdalla Mansour Director General Planning and polices administration Ministry of Welfare and Social Security Tel: +249121136842 Email: Jamalnile1968@gmail.com

<p>Haider Elsafi Mohamed Ali Secretary General Higher Council for Environment and Natural Resources Sudan Tel: + 249 183 784279 Email: hcenr2005@yahoo.com</p>	<p>Lamia Abdelgafar Khalifa Ahmed Secretary-General National Population Council Sudan</p>
<p>Magda Ahmed Elmahdi Ahmed Director International Organizations Department Ministry of Trade Sudan Email: magda.mahdi@yahoo.com</p>	<p>Mohammed Mahgoub Fadlalmawla Abdalraheem First Inspector- General Directorate of Planning, Studies and Policies Ministry of Finance and National Economy Sudan Tel: +249-183/778275 /+249-183/777003 Email: mmahgoubfa@gmail.com</p>
<p>Mukhtar Bilal Abdelsalam Elabass Director Economic and Technical Department Ministry of Foreign Affairs Sudan Tel: +249999398823 Email: mukh55@yahoo.fr</p>	<p>Salaheldin Ibrahim Elgabo National Project Coordinator Managing Director Policies, Ministry of Water Resources & Electricity Sudan Mobile: +249123484360/+249912228228 Fax:+24983771651 Email: Salahelgabo@yahoo.com</p>
SYRIA	
<p>MHD. JAMAL ALOULA CHARGE D’AFFAIRES EMBASSY OF THE SYRIAN ARAB REPUBLIC IN BAHRAIN TEL: +97317722484 FAX: +97317740380 MOBILE: +973 3233203 EMAIL: mehmedjamalaloula@homail.com</p>	
TUNISIA	
<p>H. E. Belgacem ben Mohamed Sabri Ministry of Social Affairs Tunisia Tel.: +216 98781111 Email: belqassem.sabri@gmail.com</p>	<p>Chokri Mezghani Deputy Director Ministry of Environment and Sustainable Development Tunisia Tel: +216 70728644/+21622749362 Email: chokri.mezghani@yahoo.fr ; chokri.mezghani@mineat.gov.tn</p>
<p>Kalthoum Hamzaoui General Director for Multilateral Cooperation Ministère du Développement, de l’Investissement et de la Coopération Internationale Tunisia Tel: +21671892653 / +21620560060 Email: k.hamzaoui@mdci.gov.tn</p>	

UNITED ARAB EMIRATES	
<p>Abdul Rahim Al Hammadi Undersecretary Ministry of Environment & Water UAE Tel: 971 42958333 (Dubai)</p>	<p>Ameirah Al-Dahmani Directorate of Energy and Climate Change Ministry of Foreign Affairs UAE Tel: +971 2 493 1641 Email: a.aldahmani@mofa.gov.ae</p>
<p>Fatima Al-Habshi Chemical Engineer Ministry of Environment & Water UAE Tel: +971 561327807 Email: fsalhabshi@moew.gov.ae</p>	<p>Fatima Mohamed Khalifa AlFoora Al Shamsi Assistant Undersecretary for Electricity, Clean Energy and Desalination Water Ministry of Energy UAE Tel.:+971(0)4 2929555 Email: Fatima.AlFoora@moenr.gov.ae</p>
<p>Ghanem A. S. AlMeqbaali Director of the office of Undersecretary Ministry of Energy UAE Tel. : + 9712 6260220 Email: Ghanem.AlMeqbaali@moenr.gov.ae</p>	<p>Laila Al-Reeh Director of the Department of electricity and desalinated water Ministry of Energy UAE Tel.: + 9714 2929636 Email: Layla.alreeh@moenr.gov.ae</p>
<p>Naoko Kubo Directorate of Energy and Climate Change Ministry of Foreign Affairs UAE Tel: +971 (0)2 493 1509 Email: n.kubo@mofa.gov.ae</p>	<p>Radhiya Al-Hashimi Advisor, Infrastructure & Environment Strategy and Policy Department UAE Dir: +9714-3189392 Tel: +9714 330 4433 Fax: +9714-3304044 Email: Radheya.ALHashmi@pmo.gov.ae</p>
<p>H.E. Rashid Ahmed Bin Fahad Minister of Environment and Water Ministry of Environment & Water UAE Tel: +971 42958333 Email: adarchieve@moew.gov.ae</p>	<p>Yahya Ali Alzeraihi Public Relation Coordinator - Minister Office Ministry of Environment & Water UAE Tel +971 4 2148444 Email: yaessa@moew.gov.ae</p>
NATIONAL, REGIONAL AND INTERNATIONAL ORGANIZATIONS	
<p>The Arab Center for the Studies of Arid Zones and Dry Lands (ACSAD) Wael Turky Seif Director - Water Resources Department Syria Tel.: +963-11-2266250/251 ext. 617 Fax: +963-11-2264707 Mobile: +963 (0) 933 187839 Email: wael.seif@gmail.com</p>	<p>Arab Countries Water Utilities Association (ACWUA) H.E. Khaldoun Hussein Khashman Secretary General Jordan Mobile: +962-79-5820-434 Office: +962-6-5161-700 Fax: +962-6-516-1800 Email: khaldon_khashman@acwua.org</p>

<p>Arab Forum for Environment and Development (AFED) Najib Saab Secretary General Lebanon Tel: +961 1 334100 Mobile: +961 3 622702 Fax: +961 1 321900 Email: nsaab@afedonline.org</p>	<p>Arab Network for Environment and Development (RAED) Emadeldin Adly General Coordinator Egypt Tel.: +202 22765520 Mobile: +201068823458 Fax: +202 2276 5427 Email: eadly@hotmail.com info@raednetwork.com</p>
<p>Arab Organization for Agricultural Development (AOAD) Tariq bin Moosa Al-Zadjali Director General Email: info@aoad.org</p>	<p>Elhag Attia Elhabib Elmansour Director of Department of Studies & Consultancies Tel.: +249187056804 Email: alhajattia1960@gmail.com</p>
<p>Arab Planning Institute Bader Malallah Director General Kuwait Email: DG@api.org.kw</p>	
<p>Arabian Gulf University Abdulrazzak Banari Bahrain Tel: + 973 17239999 Fax: + 973 17272555</p>	<p>Asma Ali Abahussain Coordinator of Environmental Sciences and Natural Resources Program Associate Prof. of Geology/Geochemistry Bahrain Tel: +97317239840 Mobile: +97339692291 Fax: +97317239552 Email: asma@agu.edu.bh ; Dr.asma.abahussain@gmail.com</p>
<p>Waleed K. E. J. Zubari Professor of Water Resources Management, Coordinator of Water Resources Management Program Bahrain Tel: +97317239880 Mobile: +97339433811 Email: waleed@agu.edu.bh</p>	<p>Ahmed Ali Salih Professor Bahrain Email: ahmedalis@agu.edu.bh</p>
<p>Arab Towns Organization Abdulrahman A A Alduaij Director of Technical Office Kuwait Tel.: +965 24849705 Email: alduaij@ato.net</p>	<p>Faisal S A Alwehaib Director of Administration & Relation Tel: +965 24849705 Email: magazine@ato.net</p>
<p>Mona M Bourisli Secretary-General, Advisor Tel.: +965 24849705 Fax: +965 24849319 Email: m.boresly@gmail.com; mona@ato.net</p>	<p>Ghassan Samman Sector Head - Media & International Relation Kuwait Mobile: + 966555737633 Email: magazine@ato.net</p>

<p>Bahrain Women's Association for Human Development Wajeeha S. M. Albaharna President Bahrain Tel:+973 17246471 /+973 36770777 Fax:+973 17246472 Email: wajeeha99@hotmail.com</p>	<p>Carnegie Endowment for International Peace H.E. Marwan Jamil Muasher Vice President for Studies Email: mmuasher@ceip.org; TTupper@ceip.org</p>
<p>The Center for Environment and Development for the Arab Region and Europe - CEDARE Khaled Mahmoud Abu Zeid Regional Water Manager Egypt Tel.: +20224513921 Mobile: +201001551275 Email: kabuzeid@cedare.int</p>	<p>Embassy of Sweden in Jordan Lars Anders Jägerskog Counsellor Jordan Tel.:+962 6 590 13 10 Mobile: +962 7 95055014 Fax:+962 6 5930179 Email: anders.jagerskog@gov.se</p>
<p>Environment Society of Oman Mehdi Ahmed Jaaffar Matwani Advisor on Sustainable Development Oman Tel.:+968 247909450 Mobile:+968 994 33 038 Fax:+968 24790986 Email: mehdi.jaaffar@gmail.com</p>	<p>Gulf Cooperation Council-Secretariat General (GCC) Jamal Mohemmed Al-khamees Head of Planning & Economic Knowledge Saudi Arabia Tel: +966114827777 ext.1635 Email: alkhamees@gccsg.org</p>
<p>Global Policy Forum Barbara Olive Maria Adams Chair of Board USA Tel.: +1-845 2557812 Email: barbaraadams@globalpolicy.org</p>	<p>Kathryan Janvier Tobin Policy Coordinator Regions Refocus USA Office +1 646 847-9488 Email: katie@regionsrefocus.org</p>
<p>Gulf Organization for Industrial Consulting H.E. Abdul-Aziz Bin Hamad Al-Ageel Secretary General Qatar Tel.: +974444858805 Mobile: +97455050615 Fax: +974444831723 Email: sg@goic.org.qa</p>	<p>Ibrahim Abdel Al Foundation for Sustainable Development Iman Abd El-Aal Treasurer Lebanon Tel.: +961 1 655898 Mobile: +961 3 352782 Fax:+961 1 644800 Email: abdelal@cyberia.net.lb</p>
<p>Instituto del Tercer Mundo - ITeM / Social Watch Roberto Remo Bissio Staricco Executive director Uruguay Tel.: +598-2403 1424 Mobile: +598-99 26 01 05 and +33 6 1279 4750 Email: rbissio@item.org.uy</p>	<p>International Center for Agricultural Research in the Dry Areas – ICARDA Azaiez Ouled Belgacem Regional Coordinator /Arabian Peninsula Program UAE Tel: +971-4-2389513 Mobile +971-56-4647898 Fax: +971-4-2389514 Email: a.belgacem@cgiar.org</p>

<p>LEAGUE OF ARAB STATES Mohamed Al Twaijiry Assistant Secretary-General League of Arab States</p>	<p>Djameldinne Djaballah Director of Environment, Housing and Sustainable Development Email: envsusdev.dept@las.int; Djamel.djaballah@las.int</p>
<p>Shahira Wahbi Chief, Sustainable Development & International Cooperation Tel.: + 201006688105 Email: shuhryar@yahoo.com</p>	<p>Tarek El Nabulsi Head of Coordination and Follow Up Unit Email: tnnabulsi@gmail.com; socialdev.dept@las.int; tarek.nabulsi@las.int</p>
<p>National Institution for Human Rights (NIHR) Fadhel Habib Abdulrasool Mohamed Advisor - Training programs, Manager Quality Development & Consulting, House for Exhibitions & Consultancy Bahrain Tel: + 97339400811 Fax: +973 17111600 Email: fha@nihr.org.bh ; fadhelhabeebbh@hotmail.com</p>	<p>Observatoire sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises Yasmina Seghirate Project Manager in charge CSR MENA and Africa Algeria Tel: +33 1 43 46 94 60 Mobile: +33 6 03 56 15 45 Fax: +33 1 43 46 86 99 Email: Seghirate@orse.org</p>
<p>Organization of Islamic Cooperation (OIC) Gholamhossein Darzi Director, Department of Economic Affairs Saudi Arabia Tel: +966 2 651 5222 Ext. 1604 Mobile: +966 2 651 2288 Email: darzi@oic-oci.org</p>	<p>Saint Joseph University Beirut Fadia Kiwan Professor of Political Sciences Honorary President of the Institute of Political Studies, Saint Joseph University, Beirut Lebanon Mobile: (+961) 3 232988 Office: (+961) 1 447329 Fax: (961) 1 585695 Email: fadia.kiwan@usj.edu.lb</p>
<p>The Saudi Fund for Development Faisal Mohammed Al-Qahtani Civil Engineer Mobile: + 1 347 647 0860 Email: kahtani@sfd.gov.sa; kahtanif@yahoo.com</p>	<p>Turki Ghanim Rashid Bin Ghanim Development Researcher Saudi Arabia Tel: +966555199902 Email: turkey04@hotmail.com</p>
<p>SAHARA AND SAHEL OBSERVATORY SADOK ELAMRI Former - Secretary of State for the Environment Strategic foresight and funding requests advisor Tunisia Tel: (+216) 71 206 633 Mobile: (+216) 96 463 795 Fax: (+216) 71 206 636 Email: Sadok.elamri@oss.org.tn ; Elamri.sadok@gmail.com</p>	<p>TURATH: Architecture and Urban Design Consultants Rami Farouk M. Daher President Jordan Tel.: +962-6-4655790 (ext. 21) Email: r.daher@turath.jo</p>
<p>TEWHITI SUSTAINABLE GROWTH JO ROWBOTHAM CEO TEL: +973 38385825 EMAIL: jo@tewhiti.net</p>	

<p>Tunisian Organization for the Defence of the Rights of Persons with Disabilities Lamia Mzati Social Worker Tunisia Tel.: +21695357005 Mobile: +21695357005 Fax: +21671514115 Email: lamiamzati@yahoo.fr</p>	<p>Yousri Mzati Principal Tunisia Tel.: +21695357005 Mobile: +21695357005 Fax: +21671514115 Email: yousrimzati@yahoo.fr</p>
<p>University of Bahrain Baqer Salman Al Najjar Professor of Sociology University of Bahrain Bahrain Email: Albadre15@yahoo.com</p>	<p>Jehan Eissa Al-Omran University of Bahrain Bahrain</p>
<p>Najat M. I. A. Eshaqi Assistant Professor Department of Engineering Programs College of Applied Studies University of Bahrain, College of Engineering Bahrain Tel: +97317876044/17876427/17683179 Mobile: +97339601701 Fax: +97317683179 Email: neshaqi@uob.edu.bh ; najat_mohd@yahoo.com</p>	<p>Shaikha Ahmed Al-Jnaidi University of Bahrain Bahrain</p>
<p>West Asia-North Africa Institute Dr. Erica Harper Executive Director Majlis El Hassan, Royal Palace Jordan Tel: +962 (0) 798 207 045 Email: harper.ericame.com</p>	
CONSULTANTS AND EXPERTS:	
<p>Ali Ismael Mohammed Alsamawi Consultant Tel: +961978564 Email: alia@physics.usyd.edu.au</p>	<p>Abdulilah M. Al-Dewachi Consultant Tel: +961-1897549 Mobile: +961-3295735 Email: adewachi@ieee.org</p>
<p>Ahaj Hamed M. Kheir Hag Hamed ESCWA Consultant Sudan Email: sahdcg@gmail.com</p>	<p>Fadi Hussein Hamdan Managing Director, DRMC Lebanon Mobile: 961-3-360943 Tel: 961-1-352283 Email: fhamdan@drmcentre.com</p>
<p>Fateh Azzam Former Senior Policy Officer, UNHCR ESCWA Consultant Tel.: +9611368073 Mobile: +96171181519 Email: fa75@aub.edu.lb fatehazzam@gmail.com</p>	<p>Khalil Ahmed Hamdani Independent Expert South Voice Switzerland Tel: +41-22-346-7601 Mobile: +41-79-688-1723 Email: khalilhamdani@gmail.com</p>

<p>Mohammed Mustafa M. Khasawneh ESCWA Consultant Jordan Tel.: +962-6-5237596 Mobile: +962-777-334180 Email: mohdkhas@gmail.com</p>	<p>Meriem Houzir Consultant Morocco Tel: +212 6 22 11 70 38 Email: mhouzir@orange.fr</p>
<p>Mounir Majdoub Private consultant International consultant in environment and sustainability Tunis Tel.:+21698207862 Email: mounir.majdoub@gmail.com</p>	<p>Odeh Rashed Al-Jayyousi ESCWA Consultant Jordan Tel.:+9626-5411884 Mobile: +962-777888355 Email: odjayousi@gmail.com</p>
<p>Robert Bruce Smith Principal Midsummer Analytics Tel.: +1-613-716-5230 Mobile: +1-613-716-5230 Fax: +1-613-236-8214 Email: rob@midsummer.ca</p>	<p>Sherif Kamel Arif Senior Environment and Water Consultant ESCWA Consultant USA Tel: +13018979214 Mobile: +13018730122 Email: sherifarif59@yahoo.com</p>
<p>Wafik Grais Former Senior Advisor Egypt Tel: +33627420372 Mobile: +201001111655 Email: wgrais@graisadvisors.com</p>	<p>Yousef Abdalla Nusseir Consultant Jordan Tel.: +962 6 5155966 Mobile: +962 77 7532931 Email: yousef.nusseir@gmail.com</p>
UN AND INTERNATIONAL ORGANIZATIONS:	
<p>United Nations Secretariat, New York Ms. Marion Barthélémy Chief, Intergovernmental Support and Interagency Branch Division of Sustainable Development Email: Barthelemy1@un.org</p>	
<p>United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) Azza Abdelmoneim Mohamed Morssy Chief, Arab Programme Tel.: +43 1 26026 3841 Mobile:+43 699 14597005 Fax: +43 1 26026 6848 Email: yaessa@moew.gov.ae</p>	<p>Cristiano Pasini Representative to Jordan, Lebanon and Syria Tel: +961-1423644 Email: c.pasini@unido.org</p>
<p>Hashim Hussein Head -UNIDO ITPO Bahrain UNIDO Email: H.Hussein@unido.org</p>	<p>Ghadeer Al Sayed Assistant Business Counsellor Arab Regional Center for Entrepreneurship & Investment Training Email: ghadeer@arceit.org</p>

<p>The United Nations Office for Disaster Risk Reduction Margareta Wahlström Special Representative to the UN Secretary-General for disaster risk reduction Tel: +2-02-24535638 - ext. 111, Fax: +2-02-24535718 Email: nagig@un.org</p>	<p>Amjad Abbashar Head of Regional Office Tel: +202 2453 5638 Mobile: +201000410487 Fax: +202 2453 5718 Email: abbashar@un.org</p>
<p>Luna Abu Swaireh Regional Programme Officer Tel: +202 2453 5638 Mobile: +201000410496 Fax: +202 2453 5718 Email: Abu-swaireh@un.org</p>	
<p>Food and Agriculture Organization (FAO) Mohamed Aw-Dahir Food Systems Economist Tel.: Tel: +2 02 33316000 Ext: 2805 Email: Mohamed.awdahir@fao.org</p>	<p>Isin Tellioglu Junior Professional Economist Tel.: +2 02 33316000 Ext: 2822 Email: isin.tellioglu@fao.org</p>
<p>United Nations World Food Programme Carlo Scaramella Deputy Regional Director/Acting Regional Director Tel: + 2025281730 Email: carlo.scaramella@wfp.org</p>	<p>Tarneem Fahmi Programme Officer Tel.: +2025281730 ext 2420 Mobile: + 201090052995 Email: Tarneem.fahmi@wfp.org</p>
<p>Karl Oscar Ekdahl Regional Programme Office – Disaster Risk Reduction and Climate Change Tel: 00202 2528 1730 2124 Email: Oscar.ekdahl@wfp.org</p>	
<p>United Nations Program for AIDS (UNAIDS) Yamna Chakkar Director for UNAIDS Regional Support Team for the Middle East & North Africa Tel.:+202 22765222 Mobile:+20109326 0898 Fax:+202 2276 5427 Email: chakkary@unaids.org</p>	<p>Eltayeb Mustafa Mansour Elamin Regional Adviser Tel: +202 22765520 Mobile: +201068823458 Fax: +202 2276 5427 Email: elamine@unaids.org</p>
<p>United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat) Katja Schäfer Human Settlements Officer Tel: + 20 2 3761 8812/ 13 Mobile: +20 1026538859 Fax: +20 2 3761 8812/ 13 Email: katja.schaefer@unhabitat.org</p>	<p>Tarek El Sheikh Regional Representative - Gulf States Tel.: +965 25388357 Mobile: +96569301717 Fax: +965 25399358 Email: tarek.el-sheik@unhabitat.org ; tarek.el-sheik@unhabitat-kuwait.org</p>

<p>UNESCO – France John Crowley Chief, Research Policy & Foresight Tel.: +33-145683828 Mobile: +33-664293993 Fax: +33-145685552 Email: J.Crowley@unesco.org</p>	<p>UNESCO – Beirut Seiko Sugita Programme Specialist for Social & Human Sciences Tel: 9611850013 (ext130) Email: s.sugita@unesco.org</p>
<p>UNESCO – Doha Anna Paolini UNESCO Representative in the Arab States of the Gulf and Yemen, Director UNESCO, Doha Office</p> <p>UNESCO Doha Qatar Tel.: +974 4411 3290 ext. 224 Email: k.alyarubi@unesco.org</p>	<p>UN Women – Regional Office for Arab States in Cairo Mohammed Naciri Regional Director Tel: +2 02 25165947 Mobile: +2 01011200003 Fax: +2 02 27508791 Email: Mohammad.naciri@unwomen.org</p>
<p>International Telecommunication Union Mustafa Al Mahdi Associate Programme Officer Arab Regional Office Tel :+20 2 353 71777 Mobile :+201141177573 Fax :+20 2 353 71888 Email: Mustafa-ahmed.al-mahdi@itu.int</p>	<p>International Labour Organization (ILO)- Regional Office For Arab States Shaza Al Jondi UN Coherence and Resource Mobilization Officer Tel: +961 1 752 400 Ext. 123 Fax: +961 1 752 406 Email: jondi@ilo.org</p>
<p>International Food Policy Research Institute (IFPRI) Olivier Ecker Research Fellow Development Strategy and Governance Division Email: O.Ecker@cgiar.org</p>	<p>International Civil Aviation Organization David Tiedge Program Coordinator - Cooperative Aviation Security Programme Email: dtiedge@icao.int</p>
<p>United Nations Development Programme (UNDP) Sima Bahous Assistant Secretary-General, Assistant Administrator and Director of the Regional Bureau for Arab States Tel: +212 905-5450 Email: sima.bahous@undp.org</p>	<p>Adel Abdel Latif Senior Strategic Adviser Tel.: +1 212 906 5477 Email: adel.abdellatif@undp.org</p>
<p>Ali Salman Saleh Programme Analyst Direct: +973 17319423 Mobile: +973 39766366 Fax: +973 17311500 Email: ali.salman@undp.org</p>	<p>Afnan Saeed Coordination/Executive Associate Office: +973 17319414 Fax: +973 17 311500 Email: afnan.saeed@undp.org</p>
<p>Angie Thadani UN Coordination Analyst Tel: +973 17319405 Email: anjali.thadani@one.un.org</p>	<p>Amin Sharkawi Deputy Resident Representative Tel: + 973 1731 9413 Mobile: + 973 3232 3360 Email: amin.sharkawi@undp.org</p>

<p>Avni Chadha Coordination Assistant Office of the Resident Coordinator Tel: +973-17319418 Email: avni.chadha@one.un.org</p>	<p>Dana Al Shamlan Administrative Assistant Tel: + 973 17319411 Email: dana.alshamlan@undp.org</p>
<p>Enas Mohamed Programme Associate Tel: + 973 17 319411 Email: enas.mohamed@undp.org</p>	<p>Jehan AlMurbati Programme Analyst Tel: + 973 17 319411 Email: jehan.almurbati@undp.org</p>
<p>Noeman Al Sayyad Communications Advisor Tel: + 973 17 319411 Email: noeman.alsayyad@undp.org</p>	<p>Peter Grohmann UN Resident Coordinator TRC Office Tel: + 973 17 319 411 Email: peter.grohmann@undp.org</p>
<p>Shalet Pais Programme/Finance Associate Tel: + 973 17 319 411 Email: shalet.pais@undp.org</p>	
<p>UNDSS Yosry Aboelatta Security Adviser - Saudi Arabia & Bahrain Email: yosry.aboelatta@undss.org</p>	<p>UNIC Lakshmy Venkatachalam Team Assistant Email: lakshmy.v@unic.org</p>
<p>UN ECONOMIC AND SOCIAL COMMISSION FOR WESTERN ASIA-ESCWA</p>	
<p>Rima Khalaf Under Secretary General Executive Secretary Tel.:+961978102 Fax: +9611981510/1/2 Email: khalaf@un.org</p>	<p>Karim Taha Khalil Secretary of the Commission Tel.: +9611978847 Fax: +9611981510/1/2 Email: khalil31@un.org</p>
<p>Roula Majdalani Director Sustainable Development Policies Division Tel: +9611978502 Fax: +9611981510/1/2 Email: majdalani@un.org</p>	<p>Mohamed El Moctar Mohamed El Hacene Director Economic Development and Integration Division Email: elhacene@un.org</p>
<p>Juraj Riecan Director Statistics Division Tel.: +961978351 Fax: +9611981510/1/2 Email: riecan@un.org</p>	<p>Haidar Fraihat Director Technology Development Division Tel.: +9611978549 Fax: +9611981510/1/2 Email: fraihat@un.org</p>
<p>Reem Nejdawi Chief, Food and Environment Policies Section Sustainable Development Policies Division Tel: + 9611978578 Fax: +9611981510/1/2 Email: nejdawi@un.org</p>	<p>Ramla Al Khalidi Chief, Strategic Direction and Partnerships Section Tel.: +961978419 Fax: +9611981510/1/2 Email: khalidir@un.org</p>

<p>Carol Chouchani Cherfane Chief, Water Resources Section Sustainable Development Policies Division Fax: +9611981510 Fax: +9611981510/1/2 Email: chouchanicherfane@un.org</p>	<p>Oussama Safa Chief, Participation & Social Justice Section Social Development Division Tel: + 961 1 978425 Fax: +9611981510/1/2 Email: safao@un.org</p>
<p>Niranjani Sarangi First Economic Affairs Officer Tel.: +9611978443 Fax: +9611981510/1/2 Email: sarangi@un.org</p>	<p>Monia Braham Youssfi Economic Affairs Officer Food and Environment Policies Section Sustainable Development Policies Division Tel: + 9611978578 Fax: +9611981510/1/2 Email: braham@un.org</p>
<p>Johanna Von Toggenburg Associate Expert Sustainable Development Policies Division Tel: +961978589 Fax: +9611981510/1/2 Email: vontoggenburg@un.org</p>	<p>Jana El Baba Research Assistant Food and Environment Policies Section Sustainable Development Policies Division Tel: + 9611978505 Fax: +9611981510/1/2 Email: baba@un.org</p>
<p>Eugenie Hashem Office of the Director Sustainable Development Policies Division Tel: +961 1 978614 Mobile: +961 3 591503 Fax: +9611981510 Email: hasheme@un.org</p>	<p>Rita Wehbe Research Assistant Food and Environment Policies Section Sustainable Development Policies Division Tel: + 9611978513 Fax: + 9611981510/1/2 Email: wehbe@un.org</p>
<p>UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME (UNEP)</p>	
<p>Iyad Abumoghli Director and Regional Representative Front office +973-17-812751 Main office +973-17-812777 Fax: +973-17-825110 Email: iyad.abumoghli@unep.org</p>	<p>Abdulelah Al Wadaee ODS Regional Network Coordinator Direct: + 973 17 812760 Main: +973 17 812777 Fax: +973 17 825110/1 E-mail: Abdulelah.Alwadaee@unep.org</p>
<p>Abdelmenam Mohamed Programme Officer Tel: + 973 17 812 777 Fax: + 973 17 825 110 / 111 Email: abdelmenam.mohamed@unep.org</p>	<p>Abdul-Majeid Haddad Regional Climate Change Coordinator Tel: +973 17 812 754 (Office) Fax: +973 17 825 110/1 Mobile: +973 360 44805 Skype id: majeid3 E-mail: majeid.haddad@unep.org</p>
<p>Asiya Amin Programme Assistant Compliance Assistance Programme (CAP) Direct: (973) 17 812761 Office: (973) 17 812777 Fax: (973) 17 825110/1 Email: asiya.amin@unep.org</p>	<p>Ali Hassan Mashkoor Finance Assistant Tel: + 973 17 812 792 Fax: + 973 17 825 110/111 Email: ali.hasan@unep.org</p>

<p>Diane Klaimi Regional Coordinator Ecosystems and Biodiversity, Capacity Building, Access to Technology Tel: +973-17812752 Mobile: +973-36006977 Fax +973-17825110 Email: diane.klaimi@unep.org</p>	<p>Awatif Al-Hammadi Programme Assistant Tel: + 973 17 812 777 Direct: + 973 17 812 788 Fax: + 973 17 825 110/111 Email: Awatif.buchiri@unep.org</p>
<p>Henrik Jakobsen Resource Efficiency Specialist Direct Tel: +973 17812768 Mob tel: +973 35116835 Email: henrik.jakobsen@unep.org</p>	<p>Fareed I. Bushehri Regional DTIE Officer, Tel. (Direct): +973 - 17812770 Tel. (Main): +973 - 17812777 Ext. 770 Mobile: +973 – 36044855 or 39661161 Fax: +973 - 17825110/1 E-Mail: fareed.bushehri@unep.org</p>
<p>Ibrahim Thiaw UNEP Deputy Executive Director and Assistant Secretary-General of the United Nations Executive Office, Phone: +254-20-7624148 Fax: +254-20-7624006/7624275 E-mail: executiveoffice@unep.org</p>	<p>Hiba Sadaka Programme Assistant Tel. Main : +973-17 812 777 Ext. 786 Tel. Direct : +973-17 812 786 Fax: +973-17 825 110 / 1 Email: hiba.sadaka@unep.org</p>
<p>Lorrain D’Almeida Programme Assistant Tel: + 973 17 812 777 Direct: + 973 17 812 753 Fax: + 973 17 825 110</p>	<p>Melanie Hutchinson Programme Officer Tel: +973 17812775 Fax: +973 17825110 Email: Melanie.hutchinson@unep.org</p>
<p>Marline Nilsson Special Assistant - Deputy Executive Director Tel: +254 72 860 8538 +254 20 762 5238 Email: marlene.nilsson@unep.org</p>	<p>Marie Daher Corthay Regional Information and Outreach Specialist Mobile: +973 36 955 988 Office: +973 178 12 795 Email: Marie.Daher@unep.org</p>
<p>Omayya Atiyani Programme Assistant Tel: + 973 17 812 777 Direct + 973 17 812 751 Fax: + 973 17 825 110 Email: Omayya.atiyani@unep.org</p>	<p>Reem Al-Qawas Finance and Administrative Officer Tel.: +973-17-812790 Fax: +973-17-825110/111 Email: reem.alqawas@unep.org</p>
<p>Steven Stone Chief, Economy and Trade Branch Division of Technology, Industry and Economics UNEP Switzerland Tel: + 41 22 917 8179 Email: steven.stone@unep.org</p>	

ORGANIZERS FROM BAHRAIN — MINISTRY OF SOCIAL DEVELOPMENT:

TEL: + 973 17101832

FAX: + 973 17104883

EMAIL: Fatima.Albastaki@social.gov.bh

- | | |
|--------------------------------|-------------------------------------|
| 1- Abbas Bu Hassan | 41- Mariam Ahmed Salman |
| 2- Abdulla Buzaid | 42- Mariam Al-Darazi |
| 3- Afnan Al-Balushi | 43- Mariam Al-Hajri |
| 4- Ahmed Al-Qattan | 44- Mariam Al-Nassir |
| 5- Ahmed Saeed | 45- Mirfat Saleh |
| 6- Aisha Al Najdi | 46- Mohammad Ashour |
| 7- Ajeeba Al-Alawi | 47- Mohammed Aafaq |
| 8- Alaa Al-Sabaagh | 48- Mohammed Aasheer |
| 9- Ammar Mohammed Omar | 49- Mohammed Abdulrahman Abdulkarim |
| 10- Asma Alas | 50- Mohammed Abdulrahman Zuwaid |
| 11- Badar Al-Khaja | 51- Mohammed Ahmed |
| 12- Badriya Yousif Al-Jeeb | 52- Mohammed Ali Buzuhira |
| 13- Buthina Al-Samak | 53- Mohammed Janahi |
| 14- Deena Aajlan | 54- Mohammed Radhi Rabeaa |
| 15- Emad A. Mohammed AlBuri | 55- Mona Haji |
| 16- Emad Abdulla | 56- Mona Lari |
| 17- Eqbal Salman | 57- Mousa Jaffar Sarhan |
| 18- Fatima Al-Atwai | 58- Mriam Zain Al-Aabdin |
| 19- Fatima Al-Murbati | 59- Munair Al-Balushi |
| 20- Fatima Kadhim | 60- Mustafa Al-Murbati |
| 21- Fatima Mahmood | 61- Nadir Salman |
| 22- Fawzia Ebrahim Shukrallah | 62- Nesreen Haji |
| 23- Hamid Mirza Abdul Nabi | 63- Randa Farouq |
| 24- Hanaa Al-Rais | 64- Rashid Al-Madani |
| 25- Hanouf Al-Jaber | 65- Riyadh Abdul Aziz |
| 26- Huda Hamood | 66- Saad Yousif |
| 27- Hussain Abdul Nabi Al Buni | 67- Sadik Abdali Sahwan |
| 28- Hussain Janahi | 68- Said Fadhal |
| 29- Isa Yacoub Ahmed | 69- Sajida Al-Balushi |
| 30- Ismahane Marouf | 70- Samir Abdulla Ali |
| 31- Jamal Badwo | 71- Shaima Isa |
| 32- Jamal Hassan | 72- Suad Madan |
| 33- Jassim Al-Ghadi | 73- Suzan Abu Ameen |
| 34- Jawad Mousa Aljid | 74- Tamadher Al-Shomali |
| 35- Khawla Jassim Mohammed | 75- Thuraya Amiri |
| 36- Lamia Al-Zayani | 76- Wessam Saeed |
| 37- Maha Hussain Al-Mandeel | 77- Yassin Bu Hazaa |
| 38- Mahmood Abdul Karim Naama | 78- Younis Hassan Al-Haddar |
| 39- Mahra Al-Atawi | 79- Yousif Ahmed Hameed |
| 40- Mariam Abdulla | 80- Zaina Al-Majid |
| | 81- Zulaikha Ali Hammada |

Annexe IV

List of documents

Category	List
Arab Sustainable Development Report (Prototype Edition 2015)	
	1. Technical Summary
	2. Methodology of the Report
Expert Reports	
	1. Financing Sustainable Development in the Arab Region
	2. From Government to Governance: How Will the Arab Region Meet the Goals of Sustainable Development in the Post 2015 Period?
	3. The Institutional Framework of Sustainable Development in the Arab Region: Integrated Planning for the Post-2015
	4. The Social Pillar and the Paradox of Development in the Arab Region
	5. Role of Technology in Sustainable Development in the Arab Region
	6. Women's Rights and Gender Equality for Sustainable Development
	7. Measuring Sustainable Development in the Arab Region
	8. A Human Rights Approach to Sustainable Development in the Arab Region
RCM Issues Briefs	
	1. Economic Growth, Inequality and Poverty in the Arab Region
	2. Food Security and Sustainable Agriculture in the Arab Region
	3. Gender Equality and Women Empowerment in the Arab Region
	4. Water and Sanitation in the Arab Region
	5. Energy in the Arab Region
	6. Employment and Decent Work in the Arab Region
	7. Industrialization and Innovation in the Arab Region
	8. Perspectives on Inequality Challenges in the Arab Region
	9. Making Cities and Human Settlements Inclusive, Safe, Resilient and Sustainable in the Arab Region
	10. Sustainable Consumption and Production in the Arab Region
	11. Climate Change in the Arab Region
	12. Marine Resources in the Arab Region
	13. Terrestrial Ecosystems and Biodiversity in the Arab Region
	14. Disaster Risk Reduction for Resilience and Sustainable Development in the Arab Region
	15. Strengthening Regional and Global Partnerships for Trade and Investment in the Arab Region
National Assessments	
	1. Jordan
	2. Lebanon
	3. Morocco
	4. Yemen
	5. Tunisia
	6. Sudan

Annexe V

Evaluation of the Forum

An evaluation questionnaire was distributed to assess the relevance, effectiveness and impact of the Forum. A total of 53 participants responded to the questionnaire. The majority of the respondents rated the overall quality of the meeting as excellent or good (85%). The forum objectives were clear according to 82% of respondents and 73% found that the forum did “good” or “excellent” in successfully reaching the intended objectives. Participants lauded the facilitation of discussions as well as the quality of presentations and background documents, with over 87% of respondents rating all three categories as “good” or “excellent”. The forum presented a unique opportunity for networking and sharing of experience to most respondents.

Most respondents indicated a need to follow-up on the meeting to work on the integration of sustainable development in the Arab region and to create a regional vision. Some participants also suggested that follow-up efforts were needed to improve coordination at the national level, strengthen national statistical focal points, and establish a participatory framework for sustainable development review and follow-up. When asked about suggestions for improving future forums, respondents recommended discussing core topics in the main sessions of the forum rather than in side-events, ensuring a more comprehensive coverage of topics, and providing more space for the presentation of national success stories from the region. Participants also suggested expanding participation in the Forum further to include experts and financing institutions. Finally, participants expressed the wish to have more time to discuss the Bahrain Document.
